

PORTÉES PAR LES ENGRAIS ET LES PRODUITS CHIMIQUES

Les exportations hors hydrocarbures en hausse de 23 %

L'Algérie consolide sa stratégie de diversification économique avec une progression remarquable de ses exportations hors hydrocarbures, en hausse de 23 % sur les sept premiers mois de 2025 par rapport à la même période de l'année précédente. Cette performance, portée par la vigueur du secteur des engrais et des produits chimiques, confirme la montée en puissance du produit algérien sur les marchés internationaux. P 3

• **Promotion du «Made in Algeria» :**
Des expositions prévues dans 11 pays en 2026



RENFORCEMENT DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

L'Algérie réaffirme son engagement à Rome

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El-Mahdi Oualid, a participé, hier, aux travaux du Forum mondial de l'alimentation (WFF 2025) et au Dialogue ministériel sur la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire, qui se tiennent au siège de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) à Rome (Italie).

P 2

LE PLF PRÉSENTÉ DEVANT LA COMMISSION SPÉCIALISÉE DE L'APN

17 636,7 milliards de DA de dépenses budgétaires en 2026

Le ministre des Finances, Abdelkrim Bouzred, a présenté, mardi, devant la commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN), le projet de loi de finances (PLF) 2026, qui consacre la poursuite du processus de développement, emprunté par l'Algérie ces dernières années, et la satisfaction des besoins du citoyen et de l'économie nationale.

P 5

INDUSTRIE

Divindus au cœur de la transformation numérique

Le ministre de l'Industrie, Yahia Bachir, a présidé une importante réunion de travail avec les responsables du groupe public Divindus, consacrée à l'évaluation du plan de modernisation et de numérisation de la gestion du groupe. Cette rencontre, tenue mardi au siège du ministère, en présence du président-directeur général de Divindus et de plusieurs cadres centraux du secteur, a permis d'examiner en profondeur la situation actuelle de ce conglomérat industriel stratégique et de tracer les perspectives d'évolution de ses performances.

P 5

MÉTAUX PRÉCIEUX

L'or franchit pour la première fois la barre de 4.200 dollars P 2

CIMENTERIE DE CHLEF

Près de 2 millions de tonnes de clinker exportés vers l'Europe P 5

OUVERTURE DE LA 4^e ÉDITION DU SALON ECSEL EXPO À ALGER

La ministre plaide pour un e-commerce structuré P 3

HOLDING SNS
Nomination d'un nouveau
président du CA et d'un
DG par intérim du Groupe
Sider

M. Bilal Mekkid a été nommé président du Conseil d'Administration du Groupe Sider, et M. Ibrahim Rouaïssia, Directeur Général par intérim du groupe relevant de la Société Nationale de Sidérurgie (SNS-Holding). La ??SNS a expliqué dans un communiqué que ces décisions, prises par le Conseil d'administration du Groupe Sider lors de sa réunion, hier, mardi, interviennent suite à la démission de M. Houari Miloud Kheladi de son poste de PDG du groupe. La société a affirmé, dans son communiqué, l'engagement du Groupe Sider dans la "démarche de développement continu en s'appuyant sur des compétences nationales hautement qualifiées, ce qui renforce la position du groupe au sein du système national de la sidérurgie ainsi que son rôle dans l'accompagnement des transformations actuelles, au service des objectifs de développement national". La société a exprimé "sa reconnaissance à M. Houari Miloud Kheladi pour ses précieux efforts et contributions durant sa direction du groupe".

MÉTAL PRÉCIEUX
L'or franchit pour la
première fois la barre
de 4.200 \$

Les prix de l'or ont dépassé hier le seuil historique de 4.200 dollars l'once, portés par les anticipations d'un assouplissement monétaire de la Réserve fédérale américaine et par les tensions commerciales. L'or au comptant a progressé de 1,6% pour atteindre 4.209,90 \$ l'once, tandis que les contrats à terme américains pour livraison en décembre ont grimpé de 1,45%, atteignant 4.223,80 dollars, après avoir atteint le sommet de la séance à 4.226,60 \$. Depuis le début de l'année, le métal jaune a enregistré une hausse de 59 %, stimulée par la demande des banques centrales et les inquiétudes géopolitiques et économiques persistantes. Parmi les autres métaux précieux, l'argent a bondi de 2,54 % à 52,71 \$, après avoir atteint 53,60 \$ mardi. Le platine a progressé de 1,3 % à 1.657,52 \$, tandis que le palladium a gagné 0,73 % à 536,54 \$.

RENFORCEMENT DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

L'Algérie réaffirme
son engagement à Rome

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El-Mahdi Oualid, a participé, hier, aux travaux du Forum mondial de l'alimentation (WFF 2025) et au Dialogue ministériel sur la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire, qui se tiennent au siège de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) à Rome (Italie).

Par Selma R.

Dans une allocution prononcée lors de la session plénière, Oualid a réaffirmé l'engagement de l'Algérie à renforcer la sécurité alimentaire nationale, à travers le développement de la production agricole durable, l'amélioration des chaînes de valeur agricoles, et l'investissement dans l'agriculture saharienne, a indiqué le ministre dans un communiqué. Il a également mis en avant l'ouverture de l'Algérie sur les investissements étrangers, à travers de mégaprojets stratégiques, à l'instar du projet «Baladna» et du projet «Bonifiche Ferraresi Algérie» (BF) avec le partenaire italien. Sur ce point, le ministre a affirmé que «les portes demeurent ouvertes en Algérie à tous les investisseurs souhaitant exploiter

l'énorme potentiel qu'offre le secteur agricole, notamment dans le Sud du pays». Le secteur agricole, ajoute-t-il, «se tourne aujourd'hui, plus que jamais, vers l'adoption de la technologie pour améliorer la productivité et optimiser l'utilisation des ressources naturelles, notamment les ressources hydriques et l'énergie, en accord avec les orientations stratégiques du Gouvernement en matière de développement rural et d'encouragement de l'investissement dans le secteur agricole». Il a, par ailleurs, souligné l'importance du renforcement des partenariats internationaux et de l'échange d'expériences dans les domaines de la recherche scientifique et de l'introduction des technologies de pointe pour la modernisation du secteur agricole, d'autant plus que la réalisation de la sécurité alimentaire nécessite la conjugaison des efforts entre

les pays, les institutions et les organisations actives dans ce domaine. La participation de M. Oualid à cet événement international, ajoute le ministère, traduit la détermination de l'Algérie à contribuer activement aux efforts mondiaux visant à garantir la sécurité alimentaire, à relever les défis environnementaux, et à conforter sa position en tant que partenaire clé dans le processus du développement agricole durable. Ce forum constitue un rendez-vous annuel phare pour échanger les expertises et débattre des défis actuels auxquels sont confrontés les systèmes alimentaires mondiaux, notamment à la lumière des changements climatiques, de la hausse de la demande en ressources naturelles et de la nécessité impérieuse d'assurer une sécurité alimentaire durable.

ENERGIE

Le ministre Adjal reçu à Maputo par le président
de la République du Mozambique

Le ministre de l'Energie et des Energies renouvelables, M. Mourad Adjal, a été reçu, mercredi à Maputo, par le président de la République du Mozambique, M. Daniel Francisco Chapo, dans le cadre de la visite qu'il effectue dans ce pays, chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au titre du suivi de la feuille de route relative au programme de coopération bilatérale, indique un communiqué du ministère. A cette occasion, le ministre

a adressé au président du Mozambique les salutations du président de la République, précise le communiqué, soulignant que cette rencontre intervient dans le cadre de la mise en œuvre des conclusions de la visite de travail effectuée par le Président Chapo en Algérie, en septembre dernier, lors de laquelle les moyens d'imprimer une nouvelle dynamique de partenariat prometteuse entre les deux pays avaient été examinés. M. Adjal a également eu une série de rencontres

et d'entretiens "importants" avec des ministres et conseillers à la Présidence du Mozambique, portant sur les propositions, projets et partenariats susceptibles de booster la coopération entre les deux pays. Le ministre a ainsi tenu des séances de travail avec les ministres des Affaires civiles, de la Santé, des Transports, de l'Economie, de la Jeunesse et des Sports, ainsi qu'avec le ministre des Ressources minérales et de l'Energie, M. Estevao Pale, avec lequel il a discuté de diffé-

rentes propositions à même d'instaurer une coopération "effective" et un partenariat "solide" entre les deux pays, ajoute la même source. Pour rappel, chargé par le président de la République, M. Adjal avait entamé, mardi, une visite de travail en République du Mozambique, accompagné des PDG de Sonatrach, de Sonelgaz et de Saidal, du président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), M. Kamel Moula, et de cadres du ministère.

MARCHÉ BOURSIER

Le Président de la COSOB reçoit le DG de Société Algérie Clearing

Le Président de la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (COSOB), Youcef BOUZENADA a reçu hier au siège de la COSOB, M. Lotfi Zouaghi, nouveau Directeur Général de la Société Algérie Clearing, dépositaire central des titres, a indiqué la

COSOB dans un communiqué. Cette rencontre a constitué une opportunité d'échanger les visions, notamment en ce qui concerne le développement du marché financier et le renforcement des mécanismes de coordination entre les différents acteurs du secteur. Il a également été question de la né-

cessité de moderniser les mécanismes de fonctionnement du dépositaire central des titres, en conformité avec les pratiques en vigueur au sein des instances internationales compétentes, notamment à travers l'adoption des standards internationaux relatifs à la conservation et au règlement des

transactions sur titres, ainsi que l'automatisation des systèmes. « Ces évolutions contribueront à renforcer la transparence et à améliorer l'efficacité des opérations boursières, en adéquation avec les objectifs stratégiques visant à dynamiser le marché financier », conclut la même source.

EL-OUED

Plus de 50 entreprises économiques présentes au salon régional de l'emploi

Plus de 53 entreprises économiques, publiques et privées, prennent part au salon régional de l'emploi, ouvert mercredi à la Maison de la culture Mohamed Lamine Lamoudi à El-Oued. Cette manifestation économique, première du genre, entre dans le cadre de la stratégie des ministères de la Formation et de l'En-

seignement professionnels et du Travail, de l'Emploi et de la sécurité sociale, visant à mettre en place des mécanismes numériques d'interaction directe entre les jeunes en quête de travail et les entreprises économiques pourvoyeuses d'emplois, a indiqué le directeur du secteur de la formation professionnelle, Mohamed Ziane. L'organisation de ce salon, intervient après l'ouver-

ture, début octobre courant, d'une plateforme électronique temporaire, permettant aux entreprises économiques, publiques et privées, de formuler leurs besoins en main d'œuvre qualifiée et aux promoteurs des établissements de la formation professionnelle de postuler à un emploi, en fonction de leur spécialisation, a-t-il ajouté. Des entreprises issues des six (6) wilayas du Sud-

est (El-Oued, Ouargla, Tougourt, Biskra, El-Meghaïer et Ouled-Djellal) prennent part au salon, avec une offre de 200 postes d'emploi destinés, pour cette année, aux promoteurs de la formation professionnelle. Une opération à être élargie, prochainement, aux diplômés universitaires et autres catégories de jeunes détenteurs de diplômes.

Quotidien économique

Les EnjeuxEco

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

PORTÉES PAR LES ENGRAIS ET LES PRODUITS CHIMIQUES

Les exportations hors hydrocarbures en hausse de 23 %

L'Algérie consolide sa stratégie de diversification économique avec une progression remarquable de ses exportations hors hydrocarbures, en hausse de 23 % sur les sept premiers mois de 2025 par rapport à la même période de l'année précédente. Cette performance, portée par la vigueur du secteur des engrais et des produits chimiques, confirme la montée en puissance du produit algérien sur les marchés internationaux.

Par Mourad A.

Selon Abdelatif El Houari, sous-directeur au ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, « cette croissance illustre la confiance retrouvée dans la qualité du produit national et l'efficacité des dispositifs de soutien mis en place par l'État pour accompagner nos exportateurs », a-t-il déclaré lors de son intervention sur la Chaîne I de la radio nationale. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : les engrais et produits chimiques ont progressé de 9 %, atteignant 1,5 milliard de dollars contre 1,3 milliard en 2024. Les matériaux de construction et la céramique ont enregistré une hausse de 11 %, totalisant 360 millions de dollars, tandis que les produits de carrières et de mines ont grimpé de 14 % pour atteindre 130 millions de dollars. L'agroalimentaire, un autre pilier des exportations, affiche une croissance de 13 %, avec 151 millions de dollars, et le segment des équipements électriques et électroménagers se distinguent avec une envolée spectaculaire de 36 %, passant de 44 à 60 millions de dollars. M. El Houari a souligné que ces résultats ne sont pas le fruit du hasard, mais traduisent la synergie entre les opérateurs économiques, le ministère et les institutions de soutien à l'exportation. Le responsable a rappelé que, sous l'impulsion du Président de la Répu-

blique, le Fonds Spécial de Promotion des Exportations (FSPE) a été réactivé, conformément à l'article 123 de la loi de finances 2024. Ce dispositif garantit la prise en charge de 80 % des coûts de participation aux salons internationaux et de 50 % des frais logistiques et de transport. Il s'appuie désormais sur une plateforme numérique dédiée à la gestion et au suivi des subventions. De plus, des partenariats conclus avec Air Algérie, Logitrans et la CNAN assurent des réductions directes de 50 % sur le fret. Le versement effectif des compensations aux exportateurs, prévu pour octobre 2025, est une mesure qualifiée par M. El Houari de « tournant décisif dans l'appui concret aux opérateurs ». La dynamique commerciale s'est également illustrée à travers les foires et salons internationaux, véritables vitrines du savoir-faire national. En 2025, 80 contrats ont été conclus à l'étranger, dont 44 en Mauritanie, 18 en Russie et 12 en Espagne, traduisant un élargissement des débouchés à travers l'Afrique, l'Europe et l'Amérique latine. Parmi les réussites marquantes, l'entreprise Pétro Baraka s'est distinguée à Berlin en remportant le prix du meilleur produit africain pour ses huiles moteurs, scellant au passage des contrats avec Mercedes et Volkswagen. Cette offensive commerciale se reflète aussi dans la conquête de nouveaux marchés. Les exportations algériennes ont enregistré des hausses notables vers l'Espagne

(+205 millions USD), l'Italie (+162 millions) et le Brésil (+156 millions). En Afrique, la Tunisie, le Ghana, la Guinée et le Sénégal affichent également des progressions sensibles. Globalement, les ventes vers l'Europe ont bondi de 21 %, celles vers les Amériques de 11 %, tandis que l'Asie progresse de 31 %. Pour le ministère du Commerce extérieur, ces résultats ne constituent qu'une étape. L'objectif est d'atteindre 5 milliards de dollars d'exportations hors hydrocarbures d'ici la fin de l'année, avant de viser entre 10 et 15 milliards à l'horizon 2027-2029, conformément aux orientations du président Abdelmadjid Tebboune. Pour y parvenir, plusieurs leviers sont en cours de déploiement : la création de la Nouvelle Agence algérienne des exportations, le renforcement des conseils d'affaires bilatéraux, l'ouverture de nouvelles lignes logistiques vers l'Afrique et la promotion des produits exportables à travers des salons nationaux et internationaux. « Le produit algérien est désormais compétitif, certifié et reconnu. Notre mission est d'en renforcer la visibilité et la présence durable sur les marchés mondiaux », a conclu Abdelatif El Houari, confiant quant à la capacité des exportateurs algériens à imposer leurs marques et à transformer la diversification économique en succès durable.

PROMOTION DU «MADE IN ALGERIA»

Des expositions prévues dans 11 pays en 2026

Par S. R.

Le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations poursuit sa stratégie d'ouverture économique avec un programme ambitieux d'expositions et de foires à travers le monde en 2026. L'objectif est clair : promouvoir le « Made in Algeria », diversifier les débouchés à l'international et renforcer la présence des produits nationaux sur les marchés émergents. Selon le calendrier officiel publié par le ministère, des expositions de produits algériens seront organisées dans onze pays, dont l'Arabie saoudite, le Koweït, le Nigeria, le Kenya, la Mauritanie, la Russie, l'Indonésie, l'Éthiopie, le Qatar, l'Afrique du Sud et le Sénégal. Ces manifestations s'ajoutent à la participation de l'Algérie à cinq grandes foires internationales, notamment à Sfax, Dar Es Salaam, Damas, Kampala et Dakar. Ce programme s'inscrit dans la continuité des actions engagées fin 2025, marquées par des participations à des salons au Togo, au Sénégal, à Oman et en Italie. Pour 2026, le ministère prévoit au total vingt-deux destinations, dont dix sur le continent africain, témoignant de la priorité accordée à la coopération Sud-Sud. À l'échelle nationale, de nouveaux rendez-vous économiques verront le jour, tels que le Salon des produits exportables à Oran dès janvier 2026 et le Salon des services exportables à Constantine. Par ailleurs, les salons « Asihar » de Tamanrasset et « Moudjahid » de Tindouf seront relancés, contribuant à dynamiser les échanges commerciaux dans les régions frontalières et sahariennes. Le ministère a précisé que ces salons nationaux ne se limiteront pas à la promotion des produits locaux, mais serviront également à sensibiliser les diplomates et investisseurs étrangers installés en Algérie sur les opportunités offertes par le tissu productif national. « L'Algérie avance résolument vers une diplomatie économique proactive. Ces événements représentent une vitrine pour nos entreprises et un levier de développement pour nos exportations hors hydrocarbures », a souligné Abdelatif El Houari, estimant que la réussite de cette stratégie repose sur la complémentarité entre les opérateurs économiques, les missions diplomatiques et les institutions publiques.

OUVERTURE DE LA 4 E ÉDITION DU SALON ECSEL EXPO À ALGER

La ministre plaide pour un e-commerce structuré

Par M. A.

La ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Amel Abdellatif, a souligné la nécessité de développer le commerce électronique « de manière organisée et responsable », afin d'éviter la prolifération d'activités parallèles hors des cadres légaux. « La vision de notre secteur repose sur une numérisation fondée sur la confiance, la transparence et la connaissance », a-t-elle déclaré en marge de l'inauguration de la 4^e édition du Salon du e-commerce et des services en ligne (ECSEL EXPO), au Palais des expositions des Pins maritimes (Safex). Accompagnée du ministre de l'Économie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Nouredine Ouadah, du ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki, ainsi que de la Haut-commissaire à la numérisation, Meriem Benmouloud, la ministre Abdellatif a in-

sisté sur la mise en place d'un marché organisé garantissant l'équilibre entre la liberté d'entreprendre et la protection du consommateur. La ministre a également mis en avant l'importance d'intégrer les activités commerciales informelles dans le circuit économique national pour promouvoir l'inclusion économique et financière. Selon elle, « l'expansion du commerce sur les espaces numériques impose une véritable mutation du secteur », d'où la nécessité d'instaurer un environnement numérique moderne, propice à l'innovation et favorable aux jeunes entrepreneurs souhaitant lancer leurs projets en ligne. Amel Abdellatif a rappelé que cette dynamique s'appuie sur plusieurs axes concrets : la modernisation du cadre juridique régissant le e-commerce, la sensibilisation des commerçants à l'usage du paiement électronique en partenariat avec les banques, ainsi que la numérisation des services administratifs et commerciaux. L'objectif est de simpli-

fier les démarches, de faciliter l'enregistrement des activités et de permettre l'obtention du registre du commerce via des plateformes électroniques. En effet, la réglementation du commerce en ligne devient plus que nécessaire, notamment avec la montée de ce genre d'activités commerciales. Cette expansion a fait apparaître de nouveaux phénomènes, à l'instar des arnaques. D'ailleurs, le nombre de litiges ne cesse de croître. Selon Mustapha Zebdi, président de l'APOCE, les litiges liés au commerce électronique figurent parmi les plaintes déposées au niveau de l'Association, représentant ainsi 16 % du total des réclamations. Pour sa part, Chems Eddine Habhou, initiateur du Salon ECSEL EXPO, a affirmé sur les ondes de la Radio nationale que cette 4^e édition consacre la maturité du e-commerce en Algérie et traduit la montée en puissance d'un véritable écosystème numérique national. Selon lui, le salon, devenu le plus grand du genre en

Afrique, réunit l'ensemble des acteurs du commerce en ligne : entreprises, start-up, institutions, banques, opérateurs logistiques et prestataires technologiques. « C'est une plateforme d'échanges et d'opportunités, mais aussi un laboratoire d'idées pour repenser la manière de produire, de vendre et de consommer à l'ère du numérique », a-t-il souligné. Il a également précisé que plus de 130 exposants participent cette année pour la première fois à l'événement, dont 60 jeunes start-up réunies dans un espace baptisé Start-up Arena, conçu pour favoriser la visibilité et les partenariats. Il a mis en avant la nécessité d'adopter la numérisation comme un véritable levier de compétitivité et de modernisation du tissu économique. « La transformation digitale n'est plus une option, mais une exigence. Elle conditionne la durabilité des entreprises et leur capacité à s'intégrer dans les chaînes de valeur mondiales », a-t-il affirmé.

ALGÉRIE/JORDANIE

Examen des opportunités de partenariat dans la production de dispositifs médicaux

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, M. Ouacim Kouidri, a reçu, mardi à Alger, le directeur général de l'entreprise jordanienne "KAIZMED", spécialisée dans les dispositifs médicaux, M. Omar Al-Baik, avec lequel il a examiné les moyens de renforcer la coopération et le partenariat dans le domaine de la production de dispositifs médicaux ainsi que l'échange d'expertises, indique un communiqué du ministère. La rencontre s'est déroulée au siège du ministère, en présence d'un représentant de l'ambassade de Jordanie en Algérie et de représentants de la société "NEO HEALTH ALGERIE", active dans la fabrication de dispositifs médicaux, précise la même source. Les deux parties ont passé en revue les perspectives de coopération dans le domaine de la production de dispositifs médicaux, dans le cadre du renforcement des relations de partenariat entre les deux pays frères. L'entreprise jordanienne a exprimé, à cette occasion, sa disposition à transférer son savoir-faire et son expérience en Algérie, à travers la création d'une usine spécialisée dans la production d'une large gamme de dispositifs médicaux, actuellement importés, afin de répondre aux besoins du marché national, conclut le communiqué.

CNEP-BANQUE

Campagne promotionnelle sur les assurances santé et prévoyance

La CNEP-Banque a annoncé, mardi, dans un communiqué, le lancement d'une campagne promotionnelle spéciale sur ses produits d'assurance, à l'occasion d'Octobre Rose et de Novembre Bleu, mois dédiés à la prévention et à la sensibilisation contre les cancers du sein et de la prostate. Cette campagne prévoit une réduction exceptionnelle de 25 % sur les produits d'assurance "SAHTI" et "CNEP Total Prévoyance" (CTP), valable du 15 octobre au 30 novembre 2025, précise la même source. Durant cette période, la banque appliquera une réduction de 25 % sur la prime totale des nouvelles souscriptions ainsi que sur les renouvellements des contrats à périodicité semestrielle ou annuelle des produits SAHTI et CTP, ajoute le communiqué. Le produit "SAHTI" est une assurance santé offrant une couverture en cas de maladie grave ou d'hospitalisation suite à un accident ou une maladie. Pour sa part, le produit "CNEP Total Prévoyance" garantit le versement d'un capital à l'assuré ou à ses bénéficiaires en cas de sinistre. A travers cette initiative, la CNEP-Banque entend affirmer son soutien aux campagnes nationales de prévention et de santé en proposant une offre solidaire et avantageuse, et rappeler sa vocation d'institution citoyenne et engagée. La banque a, par ailleurs, réaffirmé sa solidarité avec toutes les actions de prévention et de lutte contre le cancer, s'associant pleinement à l'esprit d'Octobre Rose et de Novembre Bleu.

SONATRACH

AEC prend la dénomination de ADC

La filiale de Sonatrach, "Algerian Energy Company" (AEC) prend désormais la dénomination de "Algerian Desalination Company" (ADC), une démarche "stratégique" visant à renforcer la sécurité hydrique nationale et à développer localement l'industrie du dessalement d'eau en Algérie, a annoncé, mardi, le groupe Sonatrach dans un communiqué. Ce changement de dénomination intervient en application des hautes orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en tant que démarche stratégique majeure dans le parcours de l'entreprise, reflétant un saut qualitatif en phase avec les importantes réalisations accomplies par la filiale depuis plus de deux décennies dans le domaine de dessalement de l'eau de mer, à travers le soutien constant du groupe Sonatrach et de l'Etat algérien, précise le communiqué.

Cette démarche s'inscrit dans un contexte mondial marqué par des défis croissants en matière de sécurité hydrique, d'où la nécessité de redoubler d'efforts et de recourir à des solutions innovantes et durables. L'ADC poursuivra le développement de ses activités dans le domaine de dessalement d'eau de mer, en mettant l'accent sur la recherche scientifique et la maîtrise des technologies modernes, tout en oeuvrant à améliorer l'efficacité énergétique et à assurer la durabilité de l'exploitation et de la maintenance des infrastructures vitales, ajoute le communiqué. Elle ambitionne également de développer une industrie locale du dessale-

ment de l'eau en Algérie, à travers l'investissement dans la formation des compétences nationales et le renforcement des capacités scientifiques et techniques, afin de devenir un acteur clé dans le développement économique et une ressource essentielle pour la sécurité hydrique nationale. Cette transformation participe d'une vision globale visant à diversifier les ressources hydriques non conventionnelles afin de satisfaire les besoins en eau potable notamment ceux de l'agriculture et de

l'industrie, y compris l'exploitation des ressources en eaux saumâtres dans le Grand Sud, note le communiqué. La création de l'ADC constitue "une concrétisation de la volonté de l'Etat de bâtir une économie diversifiée et durable, plaçant la sécurité hydrique au coeur de ses priorités", reflétant ainsi "l'engagement de l'Algérie, à travers Sonatrach et ses filiales, en faveur d'un avenir prospère et sûr pour les générations futures", conclut la même source.



CONSTANTINE/ENTREPRENEURIAT FÉMININ

192 projets validés depuis début 2025 par l'ANGEM

Un total de 192 projets d'investissement initiés par des femmes rurales et celles au foyer portant création de micros entreprises, a été validé par le bureau local de l'Agence nationale de gestion du microcrédit (ANGEM) de Constantine, depuis le début de l'année 2025, a-t-on appris mercredi auprès du directeur de l'antenne de wilaya de cette agence, Badreddine Boudjelal. S'exprimant en marge de la célébration de la journée internationale de la femme rurale (15 octobre de chaque année), le même responsable a précisé que ces nouvelles entreprises, dont 87 ont été déjà financées concernent divers créneaux d'activités dont

l'élevage bovin et ovin, l'aviiculture, la fabrication des pâtes et gâteaux traditionnels, la couture, la broderie, l'apiculture et l'aquaculture, notant que des procédures administratives sont toujours en cours pour la finalisation du financement du reste des projets. L'initiative s'inscrit dans le cadre de l'exécution de la stratégie du ministère de l'Economie de la connaissance, des start-ups et des Micro-entreprises, ayant pour objectif principal le développement de l'entrepreneuriat féminin, aussi bien à l'échelle locale que celle nationale, a révélé M. Boudjelal, rappelant que 229 projets similaires ont été créés par des femmes au titre de l'exer-

cice précédent. Vingt-quatre (24) sorties de sensibilisation visant à inciter les femmes, notamment celles des zones rurales à investir le monde de l'entrepreneuriat, à expliquer les facilités offertes par cet organisme, et les méthodes de création d'un projet, ainsi qu'à développer leurs connaissances en matière de gestion de leurs entreprises, ont été organisées cette année, en coordination avec les services de la direction de l'action sociale et de la solidarité (DASS) et les cellules de proximité et de solidarité (CPS) relevant de l'agence de développement social (ADS), a-t-il noté.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	450,00	NC	0,00	0,00	5,80	7,94	7,78	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 410,00	1400,00	-0,71	-0,81	-1,06	9,00	5,56	11500	16 100 000,00
BIOPHARM	BIO	2 460,00	NC	0,00	2,09	2,45	6,54	6,50	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 070,00	2070,00	0,00	-2,57	-8,33	9,87	6,04	27165	56 231 550,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,06	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	400,00	NC	0,00	1,48	-0,46	3,78	5,25	0	0,00

INDUSTRIE

Divindus au cœur de la transformation numérique

Le ministre de l'Industrie, Yahia Bachir, a présidé une importante réunion de travail avec les responsables du groupe public Divindus, consacrée à l'évaluation du plan de modernisation et de numérisation de la gestion du groupe. Cette rencontre, tenue mardi au siège du ministère, en présence du président-directeur général de Divindus et de plusieurs cadres centraux du secteur, a permis d'examiner en profondeur la situation actuelle de ce conglomerat industriel stratégique et de tracer les perspectives d'évolution de ses performances.

Par Réda Hadi

Dès l'ouverture des travaux, M. Bachir a insisté sur la nécessité d'accélérer le parachèvement du projet de numérisation du groupe au niveau central avant la fin de l'année 2025. Il a rappelé que cette orientation s'inscrit pleinement dans la politique impulsée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui a fait de la transformation numérique un axe prioritaire de la réforme de la gouvernance publique et industrielle. La numérisation, a-t-il souligné, constitue un levier essentiel pour renforcer la transparence, améliorer la gestion interne et rationaliser les processus décisionnels au sein des entreprises publiques économiques. Par ailleurs, le ministre a insisté sur la mise en place d'un système intégré de gestion numérique couvrant toutes les filiales et unités de production de Divindus. Ce dispositif permettra, selon lui, un suivi en temps réel des activités, une meilleure planification des ressources et une optimisation de la productivité. Il a également appelé à la formation du personnel à l'usage des outils numériques modernes, afin d'assurer une appropriation durable du changement technologique au sein du groupe. Lors de la rencontre, un exposé détaillé a été présenté par le PDG de Divindus, mettant en lumière les principaux indicateurs

de performance industrielle, les projets en cours d'exécution ainsi que les contraintes rencontrées sur le terrain. Le groupe, qui compte parmi les plus grands acteurs du secteur public industriel en Algérie, regroupe 14 filiales opérant dans six grands secteurs de production et de transformation, totalisant près de 140 unités de production réparties sur l'ensemble du territoire national. Il emploie plus de 15 000 travailleurs, contribuant ainsi de manière significative à la création d'emplois et au développement économique local. Les activités du groupe couvrent un large éventail de domaines industriels, allant de la fabrication de matériaux de construction à la production de biens d'équipement, en passant par la mécanique, la transformation métallique et la chimie industrielle. Ses produits sont destinés aussi bien au marché national qu'aux programmes publics de construction, notamment dans le secteur du bâtiment et des travaux publics (BTPH), où Divindus occupe une place prépondérante. M. Bachir a salué le rôle du groupe dans la satisfaction des besoins du marché national, tout en soulignant la nécessité de renforcer davantage son intégration dans la chaîne de valeur industrielle nationale. L'objectif, a-t-il affirmé, est de positionner le Groupe comme un acteur clé du redressement industriel et du développement durable du

pays. Afin d'identifier les insuffisances et d'y remédier de manière efficace, le ministre a demandé l'élaboration d'une étude analytique approfondie sur la performance de l'ensemble des filiales et unités du groupe. Cette étude devra permettre de cerner les causes des dysfonctionnements enregistrés et de proposer des solutions réalistes et scientifiquement fondées, visant à améliorer la productivité, la qualité et la rentabilité. Le ministre a également insisté sur la nécessité de renforcer la coordination entre les cadres du ministère et ceux du groupe. Il a recommandé l'organisation de réunions périodiques de suivi et d'évaluation pour accompagner les efforts de modernisation et assurer la cohérence entre les orientations stratégiques du gouvernement et les plans de développement du groupe. En conclusion, M. Yahia Bachir a réaffirmé l'engagement du ministère de l'Industrie à soutenir les grandes entreprises publiques dans leurs processus de modernisation et d'intégration dans le tissu industriel national. Il a appelé à une mobilisation collective pour faire de Divindus un modèle de gestion performante et numérisée, capable de contribuer efficacement à la relance du produit intérieur brut (PIB) industriel et à la concrétisation du décollage économique national souhaité par les hautes autorités du pays.

PÉTROLE

Le Brent se stabilise, à plus de 62,3 dollars

Les cours du pétrole restaient stables, mercredi, portés par des anticipations de baisses des taux américains, mais freinés par les prévisions d'un marché sur-approvisionné et une demande affaiblie. Le prix du baril

de Brent de la mer du Nord, pour livraison en décembre, lâchait à peine 0,08% à 62,34 dollars (vers 10H10 GMT). Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en novembre, grappillait

tout juste 0,02%, à 58,71 dollars. Le président de la Réserve fédérale (Fed) Jerome Powell a fait part mardi de sa préoccupation face à l'atonie du marché du travail aux Etats-Unis, à deux semaines de la prochaine réunion.

Ses commentaires "apportent un certain soulagement aux investisseurs", note un analyste chez PVM Energy, car ils renforcent les attentes de baisses des taux américains.

CIMENTERIE DE CHLEF Près de 2 millions de tonnes de clinker exportés vers l'Europe

La cimenterie de Chlef, relevant du Groupe industriel des ciments d'Algérie (GICA), a exporté près de 2 millions de tonnes de clinker vers l'Europe, durant l'année en cours, a indiqué, mercredi à Oran, le PDG de l'usine, Kada Dinar. Intervenant en marge de l'ouverture de la 22e édition du Salon international de l'immobilier, du bâtiment, du logement, des travaux publics et de la céramique "BatiWest 2025", organisée au Centre des conventions "Mohamed Benahmed" d'Oran, M. Dinar a précisé que 1,9 million de tonnes de clinker, ainsi que 60.000 tonnes de ciment gris, tous types confondus, ont été exportés vers l'Europe. Il a ajouté que les opérations d'exportation se poursuivent vers plusieurs pays européens, dont la France, le Portugal et l'Espagne, ainsi que vers des pays d'Amérique latine et d'Afrique, soulignant que les produits du groupe GICA sont conformes à des normes de qualité élevées. Le responsable a également indiqué que le volume des exportations est appelé à augmenter considérablement, dans les années à venir, notamment après la désignation des ports dédiés à l'exportation du ciment et du clinker, conformément aux orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Cette stratégie vise à positionner GICA comme l'un des principaux exportateurs vers l'Afrique et le bassin méditerranéen. Par ailleurs, M. Dinar a souligné que la cimenterie de Chlef a obtenu, cette année, le label de conformité aux normes algériennes (TAJ) pour l'ensemble de ses cinq produits, en plus de la certification européenne, déjà acquise pour ces mêmes produits. A noter que l'usine dispose de trois lignes de production d'une capacité annuelle totale de 4,2 millions de tonnes de ciment, en plus de la production de clinker. Pour rappel, le Salon BatiWest 2025, qui se tient cinq jours durant, réunit environ 120 exposants nationaux et internationaux.

LE PLF PRÉSENTÉ DEVANT LA COMMISSION SPÉCIALISÉE DE L'APN

17 636,7 milliards de DA de dépenses budgétaires en 2026

Synthèse R E.

Le ministre des Finances, Abdelkrim Bouzred, a présenté, mardi, devant la commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN), le projet de loi de finances (PLF) 2026, qui consacre la poursuite du processus de développement, emprunté par l'Algérie ces dernières années, et la satisfaction des besoins du citoyen et de l'économie nationale. Lors d'une séance présidée par M. Mohamed Benhachem, président de la commission, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Mme Nadjiba Djilali, M. Bouzred a précisé que le projet de loi prévoit des dépenses budgétaires de l'ordre de 17.636,7 milliards de dinars en 2026 et des recettes estimées à 8009 milliards de dinars. Le taux de croissance de l'économie natio-

nale pour l'année prochaine devrait atteindre 4,1% avant de grimper à 4,4 % en 2027 puis à 4,5% en 2028, selon les prévisions du PLF 2026, qui prend en compte l'évolution de la situation économique nationale et internationale, notamment les résultats attendus des secteurs hors hydrocarbures. Le projet de loi a été élaboré sur la base d'un prix fiscal de référence du baril de pétrole brut fixé à 60 dollars et d'un prix du marché du baril de pétrole à 70 dollars, selon le ministre qui a souligné que l'économie nationale a poursuivi sa reprise progressive en 2024 et 2025, "enregistrant une diversification radicale, un accroissement de l'investissement et une relance des grands projets, avec une croissance des exportations hors-hydrocarbures et une valorisation de la production nationale". L'économie nationale a enregistré au cours des dernières années une ca-

dence de développement supérieure à la moyenne mondiale, a affirmé M. Bouzred, qui a précisé que les prévisions du PLF 2026 font état de taux de croissance de plus de 4 % en Algérie entre 2026 et 2028. Ces résultats s'expliquent par la nouvelle structure de l'économie algérienne ces dernières années et la bonne performance enregistrée, d'autant plus qu'il est prévu que les différents secteurs connaissent une productivité ascendante qui aura un impact positif sur les secteurs de l'industrie, de l'agriculture, des services et du bâtiment, précise M. Bouzred. == 35 procédures législatives socioéconomiques== Concernant les indicateurs de clôture de l'exercice 2025, le ministre a indiqué que le déficit budgétaire, prévu initialement aux alentours de 24%, pourrait reculer à environ 10%, l'expliquant essentiellement par la non-consommation des budgets d'investisse-

ment lors de la période concernée. Par ailleurs, il a rappelé certaines procédures législatives prévues dans le PLF 2026, visant à poursuivre le processus de développement emprunté ces dernières années notamment en matière de financement de l'économie et de mobilisation des ressources, y compris la mise en place d'un dispositif exceptionnel de régularisation fiscale, se disant optimiste quant au fait que "les opérateurs économiques accorderont de l'importance à cette nouvelle disposition et s'acquitteront ainsi de leur devoir fiscal". M. Bouzred a également cité les procédures proposées pour exonérer certains produits des droits et taxes, comme l'importation d'ovins vivants à l'occasion de l'Aïd El-Adha, ainsi qu'un certain nombre de produits de large consommation, dans le but de maintenir la stabilité des prix et d'alléger la pression fiscale.

ORAN

Sept établissements scolaires en cours de réalisation

Sept établissements scolaires, couvrant les trois paliers d'enseignement, sont en cours de réalisation dans cinq communes de la wilaya d'Oran, a-t-on appris, mardi, auprès des services de la wilaya. Lors d'une visite d'inspection effectuée, lundi soir, à ces chantiers, le wali d'Oran, Samir Chibani, a insisté sur l'accélération du rythme des travaux, le respect des délais de livraison, ainsi que l'obligation de conformité aux normes de qualité. Il a précisé que certains de ces établissements seront réceptionnés, fin décembre prochain, tandis que les autres seront livrés à la prochaine rentrée scolaire. Les projets concernent notamment la réalisation d'un lycée de 1.000 places pédagogiques dans le quartier El Riadh, commune de Bir El Djir, un CEM au niveau du quartier "1.600 + 1.200 logements publics locatifs" à Sidi El Bachir (même commune), un groupe scolaire dans le quartier Bouchouicha à Hassi Bounif, deux CEM à Hassiane Toulal (village El Menadsa), commune de Benfreha, un groupe scolaire de six classes dans le quartier 125 logements à Hassi Mefsoukh et un CEM en remplacement du CEM Boukhari Boukhari dans la localité de Chehaïria, commune de Aïn El Bia. Pour rappel, le secteur de l'éducation a été renforcé, pour la rentrée scolaire en cours, par 18 nouveaux établissements éducatifs dans les différents cycles, ainsi que 75 classes d'extension, en plus de terrains de sport et 54 cantines scolaires. D'autre part, le wali d'Oran a également inspecté la route reliant Douar El Melh à la commune de Bethioua, sur une distance de 4,5 km, dont les travaux de réhabilitation et d'aménagement viennent d'être achevés.

CONSTANTINE

Un montant initial de 1,22 milliard de DA alloué au projet de réhabilitation de la vieille ville

La wilaya de Constantine a alloué une enveloppe financière initiale estimée à 1,22 milliard DA pour lancer la première phase d'un projet stratégique destiné à la réhabilitation de la vieille ville de Constantine pour lui redonner son lustre d'antan, a-t-on appris mardi auprès des services de la wilaya.

Le projet couvrira les quartiers anciens situés dans le secteur sauvegardé, sur une superficie totale estimée à 83 hectares, et comprenant environ 1 140 bâtisses, dont le quartier de la Casbah qui s'étend sur 19 hectares, soit 22 % de la superficie globale des sites classés comme patrimoine culturel sauvegardé, a précisé la même source. La même source a également ajouté que la préparation des cahiers des charges relatifs aux études techniques du projet, qui vise à la réhabilitation des vieilles bâtisses et à la préservation de l'identité urbaine de cette cité historique, a été entamée.

Selon la même source, cette opération revêt une importance capitale de par sa dimension historique et culturelle, nécessitant l'élaboration d'études précises qui seront mises en œuvre par étapes bien définies. Le projet sera divisé en quatre parties afin de garantir l'efficacité des interventions dans les différents sites concernés, selon les services de la wilaya. Le wali de Constantine, Abdelkhalek Sayouda, avait insisté, lors d'une réunion tenue récemment au siège de la wilaya pour la présentation de ce projet, sur le bon choix de bureaux d'études qualifiés et expérimentés dans les opérations de restaura-

tion, permettant d'assurer l'équilibre entre la préservation du caractère architectural authentique et la modernisation de la structure intérieure des bâtisses, et ce, dans le cadre d'une approche alliant authenticité et innovation. Concernant le financement supplémentaire pour l'achèvement du projet, la même source a indiqué qu'il sera inscrit au budget de l'année 2026, dans le cadre d'une vision de développement globale visant à rendre à la vieille ville la place qu'elle mérite en tant que symbole civilisationnel et culturel reflétant l'histoire séculaire de Constantine.

JIJEL

Lancement des travaux de réalisation de 1500 logements publics locatifs

Les travaux de réalisation de 1500 logements publics locatifs ont été lancés à travers la wilaya de Jijel, a-t-on appris mardi auprès des services de la wilaya. Ces logements constituent le quota de cette formule de logement accordé à la wilaya de Jijel au titre de l'exercice 2025, selon la même source qui a souligné que le lancement de leurs tra-

vaux traduit le souci des autorités locales de concrétiser les divers programmes de logement retenus pour la wilaya dans leurs délais. Ce quota réparti sur 20 communes a été domicilié et ses travaux engagés par 30 entreprises de réalisation et 20 bureaux d'étude, ont précisé les mêmes services. Les délais de réalisation varient

en fonction du nombre de logements et du relief du site, a indiqué la même source qui a précisé que la réception d'un premier lot de 150 logements est prévue au cours du premier trimestre 2026 et celle d'un autre lot de 930 unités au second trimestre, tandis que les 420 autres unités restant seront livrées au troisième trimestre de la même année conformément aux délais

contractuels. Les services de la wilaya ont fait état également de l'octroi de plus de 170 millions DA pour la réhabilitation (gros travaux d'entretien) de 90 logements d'immeubles de logements publics locatifs des communes de Jijel, Taher, Selma Benziada et Bordj T'har dont les travaux devront être achevés "vers la fin du trimestre en cours".

NÂAMA

Trois centres de proximité de stockage de céréales bientôt réceptionnés

La wilaya de Nâama sera bientôt dotée de trois centres de proximité destinés au stockage des céréales, d'une capacité totale de 150.000 quintaux, a-t-on appris auprès de la direction des Services agricoles. La réalisation de ces infrastructures, qui anéantissent la mobilisation d'une enveloppe financière de plus de 720 millions de dinars, avance à un rythme soutenu, précise la même source soulignant que les travaux sont achevés à plus de 90 % pour le centre en cours de réalisation dans la commune de Kasdir. S'agissant des centres de stockage implantés dans les communes de Mekmen Benamar

et Aïn Benkhelil, le taux d'avanacemnt des chantier affiche 85 %. Leur réception est prévue pour le mois de novembre prochain, selon la même source. Par ailleurs, trois autres centres similaires, d'une capacité de stockage de l'ordre de 50.000 quintaux chacun, en cours de réalisation dans les communes de Moghrar, Sfissifa et Aïn Sefra, enregistrent un taux d'avancement oscillant entre 60 % et 75 %. Leur mise en service est attendue, avant la fin de l'année en cours. Actuellement, la wilaya de Nâama dispose d'un nouveau centre de proximité pour le

stockage des céréales, d'une capacité de 50.000 quintaux, mis en service en juillet dernier. Ce centre vient s'ajouter aux cinq unités de stockage déjà existantes, relevant de la Coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS), dont la capacité globale atteint 180.000 quintaux, a-t-on souligné. La réalisation de ces infrastructures s'inscrit dans le cadre du programme national de développement des cultures stratégiques, mis en place par le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, qui vise à augmenter les capacités nationales de stockage de céréales.

BLIDA

Réception prochaine d'un nouvel espace libre dédié aux distributeurs automatiques de billets

Le secteur de la poste à Blida sera prochainement renforcé par un nouvel espace libre de distributeurs automatiques de billets (DAB), dans la commune de Meftah (extrême-Est de la wilaya), a-t-on appris, mardi, auprès de la direction locale de la poste et des télécommunications. Près de la moitié des opérations de retrait d'argent dans la wilaya s'effectuent désormais via les DAB, en raison de leurs nombreux avantages, d'où la nécessité d'en installer de nouveaux, à

l'instar de ceux de Meftah, dont la mise en service est prévue dans les prochains jours, a indiqué le directeur du secteur, Mohamed Amine Benzine. Ce nouvel espace s'ajoutera à ceux déjà opérationnels à Ouled Yaïch, commune la plus densément habitée dans la wilaya (5 DAB), et à la nouvelle ville de Bouinane (3 DAB). Actuellement, le secteur local de la Poste compte 54 distributeurs installés au niveau des bureaux de poste, auxquels s'ajoutent 74 autres relevant de

diverses institutions bancaires et accessibles aux clients d'Algérie Poste pour leurs retraits, a ajouté M. Benzine. Il a aussi fait part de la réalisation de plusieurs opérations qui ont permis d'alléger la pression sur les bureaux de poste et d'étendre le réseau postal, qui compte désormais plus d'une centaine de bureaux répartis sur l'ensemble des communes, dont les zones reculées et les nouveaux pôles urbains. Outre ces nouvelles réalisations, d'au-

tres bureaux postaux ont bénéficié d'actions de réaménagement pour améliorer l'accueil des clients, au moment où des projets similaires sont prévus à la réception à Boufarik et Bouinane. Une étude a été, également, lancée pour évaluer les besoins des différentes communes et nouveaux pôles urbains, en vue d'inscrire de nouvelles opérations de réalisation de bureaux de poste et d'installation de DAB, selon la même source.

Miser sur l'électricité pour transformer les emplois en Afrique

Au cours des 150 dernières années, les progrès technologiques et la disponibilité croissante de l'énergie, partout dans le monde, ont facilité et accéléré l'exécution de bien des tâches, rendant parfois obsolètes certains emplois.



Par OUSMANE DIAGANA et
NDIAMÉ DIOP

Ce sont par exemple les laveries automatiques qui ont remplacé les blanchisseuses, l'automatisation et les robots qui prennent la place des ouvriers dans les chaînes de montage, et aujourd'hui les chatbots assistés par l'intelligence artificielle qui assurent le service à la clientèle. Ceci vaut également pour l'Afrique, mais le changement s'opère à un rythme beaucoup plus lent. Dans une région où environ 600 millions de personnes ne sont toujours pas raccordées à l'électricité et où de nombreuses industries sont freinées par une électricité peu fiable ou inabordable, l'accès à l'énergie a le pouvoir de transformer les économies, d'accroître les revenus et de rendre l'environnement de l'emploi plus favorable. C'est une bonne nouvelle pour l'Afrique, car il y a urgence à transformer en profondeur le marché de l'emploi. Dans toute la région, le travail informel et de subsistance est encore le lot de la majorité des Africains en âge de travailler, et trop de familles sont menacées de pauvreté. La plupart gagnent leur vie en travaillant à leur compte ou en créant des microentreprises, ce qui limite les possibilités d'investissement et de croissance. Seule une petite partie des travailleurs exerce un emploi formel et perçoit un salaire régulier. Pour que les entreprises se développent et embauchent des salariés plus qualifiés, il faut que de nombreuses conditions soient réunies : un environnement commercial favorable, une stabilité réglementaire ou un accès à des marchés importants et prometteurs. À cet égard, l'infrastructure — et en particulier l'accès à l'énergie — est un in-

grédient d'une importance capitale. Ce n'est donc pas par hasard si le Groupe de la Banque mondiale a placé la Mission 300, notre initiative visant à fournir de l'électricité à 300 millions de personnes en Afrique d'ici 2030, au cœur de son action. Alors que nous cherchons à sortir les individus de la pauvreté en leur donnant accès à de meilleurs emplois, l'énergie s'impose comme l'un des leviers majeurs du changement. Nous savons qu'une électricité fiable et abordable est essentielle pour les entreprises qui cherchent à étendre leurs activités de manière plus efficace dans la région. Les coûts élevés de l'électricité nuisent à la compétitivité du secteur privé et les entreprises sont souvent contraintes de recourir à des processus manuels au lieu d'adopter des technologies plus productives mais qui nécessitent davantage d'énergie. Le manque de fiabilité de l'alimentation électrique pose aussi de sérieux problèmes, et les coupures perturbent fortement l'activité des entreprises et réduisent les taux d'emploi (a) de 5 à 14 points de pourcentage, selon les estimations. Les entreprises des secteurs tels que l'agroalimentaire, l'industrie légère, l'exploitation minière, le logement et la construction, la santé et le tourisme pourraient considérablement accroître leur productivité grâce à une utilisation plus intensive de l'énergie (l'édition d'octobre 2025 d'Africa's Pulse fournit des informations détaillées sur le potentiel d'emploi de chacun de ces secteurs). Dans le domaine de la santé, par exemple, les progrès rapides des technologies d'imagerie et de surveillance nécessitent une énergie fiable et une main-d'œuvre qualifiée pour les utiliser. De même, le tourisme a besoin d'équipements modernes, notamment pour la recharge des téléphones, l'accès au Wi-Fi et la cli-

matisation. D'ailleurs, en ce qui concerne les températures, on estime que l'impact économique le plus important du changement climatique sur la région — plus encore que les inondations et les sécheresses — serait lié au stress thermique des travailleurs, ce qui rend les systèmes de refroidissement essentiels pour les employeurs. Étant donné l'importance de l'accès à l'énergie pour la création d'emplois dans la région, la Banque mondiale s'est engagée à mobiliser 30 milliards de dollars de ressources de l'Association internationale de développement (IDA) au cours des cinq prochaines années pour soutenir la Mission 300. Ce montant représente environ 20 % de nos financements actuels pour la région. Les gouvernements eux-mêmes sont à la hauteur de ce degré d'engagement : ils mènent des réformes, fixent des objectifs audacieux et créent les conditions nécessaires à la transformation de leur secteur énergétique par l'intermédiaire de nouveaux « pactes nationaux pour l'énergie ». Ces pactes énoncent des objectifs ambitieux et limités dans le temps pour développer les infrastructures énergétiques à des coûts compétitifs, exploiter les avantages de l'intégration régionale de l'énergie, encourager une plus grande participation du secteur privé afin de débloquer des ressources supplémentaires, et renforcer les services publics. Dans les zones rurales ou isolées, les systèmes d'énergie renouvelable décentralisés comblent des lacunes critiques en matière d'infrastructures et alimentent à la fois les foyers et les petites entreprises. Par exemple, en Sierra Leone (a), des mini-réseaux pilotés par la demande prouvent que l'électrification rurale peut être commercialement viable lorsqu'elle est directement liée à des utilisations productives telles que la meu-

nerie, l'entreposage frigorifique et les services numériques. Quant aux réseaux électriques classiques, nous agissons pour apporter l'électricité aux écoles, aux centres de santé et à d'autres services publics afin de contribuer à la formation d'une main-d'œuvre future plus forte, plus saine et plus qualifiée. Ainsi en Éthiopie, des initiatives dans le domaine énergétique créent des emplois dans tous les secteurs et assurent des revenus durables, à l'image d'un projet qui a déjà permis de raccorder plus de 8 millions de personnes (a) et plus de 19 000 écoles, cliniques et équipements publics dans tout le pays. À ce jour, le programme d'extension de l'électrification rurale en Tanzanie (a) a raccordé plus de 16 000 entreprises rurales au réseau électrique, depuis le secteur de l'industrie alimentaire à la pisciculture en passant par la construction ou l'exploitation minière, ce qui a stimulé leur productivité ainsi que la croissance. Au Sénégal, le projet de renforcement de l'accès à l'énergie vise à alimenter en électricité 600 dispensaires, 200 écoles, 700 petites et moyennes entreprises et 200 000 foyers. Ce développement crée des emplois dans l'installation, la maintenance et les chaînes d'approvisionnement de l'électrification, tout en améliorant la productivité dans les domaines de l'éducation, des soins de santé et des petites entreprises. Tous ces exemples reflètent les efforts plus larges déployés dans la région pour transformer le paysage énergétique, en mettant l'accent sur des solutions pratiques qui ne se contentent pas d'éclairer l'Afrique, mais qui créent également des emplois en grand nombre.

Source : Banque mondiale,
publié 09 octobre 2025

GOUVERNANCE
PUBLIQUE EN
MAURITANIE
Cap sur l'application
stricte des
recommandations
de la Cour des
comptes

Le Président Ghazouani exige des mesures concrètes et des sanctions dans les dossiers de mauvaise gestion révélés par la Cour des comptes. Face aux conclusions accablantes du dernier rapport de la Cour des comptes, le président de la République, Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, a haussé le ton. Il a instruit le gouvernement d'appliquer sans réserve l'ensemble des recommandations formulées par l'institution de contrôle, dans un souci de transparence et de reddition des comptes. Dans ce cadre, le Premier ministre a réuni un comité ministériel, en présence des ministres des secteurs concernés ainsi que des directeurs des établissements ayant fait l'objet d'un audit. Lors de cette réunion, les membres du gouvernement ont été sommés de proposer les sanctions appropriées contre les personnes mises en cause, dans le respect de leurs prérogatives respectives. Mais l'exécutif ne s'arrête pas là. Il est également demandé aux ministères concernés de présenter un plan d'action détaillé pour mettre en œuvre les réformes structurelles nécessaires, en réponse aux remarques formulées par la Cour. Un ultimatum a été fixé : les propositions doivent être remises d'ici vendredi prochain au plus tard. Ce durcissement de ton illustre t'il une volonté affichée de rompre avec l'impunité et de replacer l'intégrité au cœur de l'action publique. Si tel est le cas reste à voir si cette dynamique se traduira, dans les faits, par des mesures concrètes et durables

GRÂCE À LA HAUSSE DE LA PRODUCTION PÉTROLIÈRE
**Le FMI relève ses prévisions
de croissance du PIB saoudien
à 4% en 2025**

Le Fonds monétaire international (FMI) a relevé mardi ses prévisions de croissance économique pour l'Arabie saoudite en 2025, citant une levée plus rapide que prévu des réductions de la production pétrolière chez le premier exportateur mondial de brut.

Dans sa dernière édition des Perspectives de l'économie mondiale, le FMI a porté sa prévision de croissance du PIB saoudien à 4% pour 2025, contre 3% lors de son estimation d'avril. La croissance pour 2026 a également été légèrement relevée à 4%. La croissance accélérée des exportateurs de pétrole et de gaz du Golfe devrait également stimuler l'économie de l'ensemble du Moyen-Orient et de l'Asie centrale, a indiqué le FMI, « alors que les effets des perturbations sur la production et le transport du pétrole s'estompent et que l'impact des conflits en cours diminue ». Le FMI table désormais sur une croissance régionale du PIB de 3,5% en 2025, contre

3% prévus en avril, et en hausse par rapport à 2,6% l'année dernière. Pour 2026, le PIB devrait progresser de 3,8%. Cela reflète en grande partie les évolutions observées dans les pays du Conseil de coopération du Golfe, en particulier en Arabie saoudite, où la levée des réductions de la production pétrolière a été plus rapide que prévu, ainsi qu'en Égypte, où les résultats du premier semestre 2025 ont dépassé les attentes », a précisé le FMI. L'Arabie saoudite, premier exportateur mondial de brut, est engagée dans un vaste plan de transformation économique baptisé Vision 2030, visant à diversifier ses sources de revenus au-delà des hydrocarbures et à stimuler la croissance hors pétrole.

Le royaume investit massivement dans des secteurs comme le tourisme, l'industrie manufacturière et les technologies avancées. Cependant, les réductions volontaires de la production pétrolière et la baisse des prix du pétrole ont entraîné une diminution des recettes, un creusement des déficits budgétaires et une réduction de l'ampleur de certains projets. La croissance hors pétrole a largement surpassé la croissance réelle globale du PIB, atteignant 3,6% au premier semestre 2025, selon le ministère des Finances dans une déclaration prébudgétaire le mois dernier. Sur la même période, la croissance hors pétrole s'élevait à 4,8% et a représenté plus de 55% du PIB total.

ÉGYPTE

BP engage une nouvelle phase de forage gazier offshore

En septembre, BP a annoncé la signature avec l'Égypte d'un protocole d'accord (MoU), visant à évaluer les opportunités d'un programme de forage de cinq puits à une profondeur comprise entre 300 et 1 500 mètres en mer Méditerranée. Conformément au mémorandum d'accord qu'elle a signé il y a quelques semaines avec l'Égypte, BP Exploration Delta Limited, filiale du groupe britannique BP, met en œuvre un programme de forage de cinq puits gaziers, au large des côtes du pays. Selon les informations relayées lundi 13 octobre par la presse, un marché a été attribué dans ce sens à la société de forage Valaris Limited. Un

contrat estimé à 140 millions de dollars dont le démarrage opérationnel est prévu pour le deuxième trimestre 2026. Selon les communiqués officiels, la campagne couvrira environ 350 jours. Elle s'inscrit dans la continuité du programme de développement gazier de BP en Égypte, principalement concentré dans la zone d'intérêt du West Nile Delta, au large d'Alexandrie. D'après les précisions fournies par Valaris, les opérations seront conduites à bord du navire-sonde Valaris DS-12, capable d'intervenir en eaux profondes (300–1 500 m). Le contrat couvre des puits d'exploration, de développement et de dérivation.

BP a indiqué que les nouveaux forages seront reliés à des infrastructures existantes du West Nile Delta (notamment les concessions North Alexandria et West Mediterranean Deepwater), afin de réduire les délais de raccordement et d'optimiser les coûts opérationnels. Cette décision intervient dans un contexte de baisse de la production gazière égyptienne, estimée par les données officielles à environ 3 545 millions de mètres cubes en mai 2025 contre plus de 6 100 millions de mètres cubes en mars 2021, selon les données de la Joint Organisations Data Initiative (JODI). La multinationale britannique qui est présente dans le pays

depuis 1960, cherche à maintenir la production nationale et à valoriser de nouvelles découvertes réalisées ces derniers mois, notamment sur les puits Fayoum-5 et El King-2. Le groupe détient déjà, dans le projet West Nile Delta, des réserves gazières prouvées et probables (2P), évaluées à près de 5 trillions de pieds cubes de gaz et 55 millions de barils de condensats. Conformément au calendrier technique, les cinq puits seront forés avant les étapes de test et de raccordement. Le contrat inclut une clause optionnelle prévoyant la réalisation de trois forages supplémentaires sous réserve de résultats positifs.

L'AGROALIMENTAIRE TUNISIEN

Actions de promotion ciblées à l'international

La Tunisie a franchi une étape importante dans sa stratégie d'exportation agroalimentaire en participant massivement au salon Anuga 2025, qui s'est tenu du 4 au 8 octobre à Cologne, en Allemagne. Cette manifestation, considérée comme la plus grande plateforme mondiale pour l'industrie alimentaire et des boissons, a accueilli quarante-cinq entreprises tunisiennes spécialisées principalement dans l'huile d'olive et les dattes. Cette participation représente la délégation tunisienne la plus importante jamais déployée dans cet événement, témoignant de l'ambition du pays à conquérir de nouveaux

marchés européens et à valoriser ses produits du terroir auprès d'une clientèle internationale exigeante.

Un pavillon aux dimensions remarquables

Le Centre de Promotion des Exportations a orchestré la présence tunisienne à travers un pavillon national de cinq cents mètres carrés, réparti en deux espaces distincts. Cette surface conséquente a permis aux exposants tunisiens de présenter leurs gammes de produits dans des conditions optimales, favorisant les échanges avec les visiteurs profession-

nels venus du monde entier. L'organisation de cet espace a été pensée pour mettre en valeur la diversité et la qualité des productions tunisiennes, offrant aux entreprises participantes une visibilité maximale. Cette infrastructure reflète la volonté des autorités tunisiennes d'afficher le dynamisme de leur secteur agroalimentaire sur la scène internationale.

Un accompagnement adapté pour les exportateurs

Cette opération s'inscrit dans le cadre d'une coopération germano-européenne structurée, notamment à tra-

vers le projet « Croissance qualitative pour l'emploi » mis en œuvre par l'Agence allemande de coopération internationale et le programme Exporti. Chaque entreprise tunisienne présente a bénéficié d'un accompagnement personnalisé visant à faciliter les contacts avec les partenaires commerciaux potentiels et à développer concrètement les opportunités d'exportation. Cette approche individualisée permet aux PME tunisiennes, souvent moins rodées aux pratiques des grands salons internationaux, de maximiser leur efficacité commerciale et de nouer des relations durables avec des acheteurs européens.

SUCRE

Le Zimbabwe vise un doublement de sa production d’ici 2035

En Afrique australe, le Zimbabwe est l’un des principaux producteurs de sucre avec l’Afrique du Sud, l’Eswatini et la Zambie. Alors que le potentiel de l’industrie locale est encore sous-exploité, le gouvernement prévoit un nouveau plan de développement du secteur sucrier.

Le Zimbabwe ambitionne de porter sa production annuelle de sucre à 800 000 tonnes au cours des 10 prochaines années. C’est le principal objectif fixé par le gouvernement dans le cadre de la nouvelle Stratégie de développement de l’industrie de la canne à sucre sur la période 2026-2035, présentée par le ministre de l’Industrie et du Commerce le vendredi 10 octobre dernier. Le stock annoncé est presque deux fois plus élevé que l’offre actuelle de l’industrie locale, qui s’est élevée à 415 000 tonnes en moyenne sur les trois dernières années. Pour l’heure, le coût total de l’investissement nécessaire pour la mise en œuvre de cette nouvelle feuille de route n’est pas encore révélé. Selon les autorités cette stratégie vise à remédier à un certain nombre de défis qui freinent le développement du secteur parmi lesquels figurent la faible producti-

tivité des exploitations agricoles, la vétusté des équipements de broyage, l’insuffisance des matières premières pour la mé-lasse, l’inadéquation des infrastructures d’irrigation et d’électricité ou encore des coûts de production élevés. Il convient de noter qu’au Zimbabwe, l’industrie locale fonctionne encore en sous-capacité. Selon les données compilées par le département américain de l’Agriculture (Usda), Triangle et Hippo Valley, les deux sucreries du pays disposent d’une capacité installée cumulée de 640 000 tonnes de sucre brut par an, mais n’exploitent que 70 % de celle-ci. D’après l’USDA, près de 3,63 millions de tonnes de cannes à sucre ont été récoltées en 2024/2025 sur une superficie totale estimée à 45 000 hectares. Pour le gouvernement, qui vise une production annuelle de sucre de 800 000 tonnes, le développement des capacités de transformation et

de nouvelles plantations de canne à sucre sera un impératif au cours des prochaines années. Au Zimbabwe, la consommation annuelle de sucre a été évaluée à près de 390 000 tonnes en moyenne sur les trois dernières années, ce qui en fait théoriquement un pays autosuffisant dans la denrée. La volonté affichée par les autorités de doubler le niveau de la production au cours des 10 prochaines années ouvre la voie à une augmentation des volumes exportables par l’industrie. D’après l’USDA, le pays d’Afrique australe a expédié en moyenne 82 000 tonnes de sucre sur le marché international entre les campagnes de commercialisation de 2022/2023 et celle de 2024/2025. Parmi les principaux débouchés figurent notamment le Mozambique, l’Union européenne, les USA, le Botswana et le Kenya.

Un projet de 8,7 millions \$ pour électrifier et connecter 400 écoles d’ici 2027

Plus de 400 écoles au Zimbabwe profiteront d’un programme de 8,7 millions de dollars lancé par la People’s own Savings Bank (POSB), une banque locale en partenariat avec le gouvernement. Selon les informations rapportées par Zimbabwe Broadcasting Corporation (ZBC), ce projet entend également fournir d’ici 2027, de l’électricité solaire et un accès internet haut débit à 2700 ménages et 400 PME, en particulier dans

les zones rurales et isolées. Reposant sur trois piliers, notamment l’énergie propre, le financement durable et la connectivité numérique, l’initiative s’inscrit dans la stratégie nationale de transition vers une société à revenu intermédiaire supérieur d’ici 2030, tout en répondant aux engagements du Zimbabwe en matière de climat et de développement durable (ODD 7 et 13).

NIGERIA

Presco veut lever 162 millions \$ pour financer sa croissance

Le Nigeria veut parvenir à l’horizon 2027 à une autosuffisance en huile de palme brute selon une feuille de route adoptée en juin 2019 d’un coût global de 500 millions \$. Presco, l’un des principaux producteurs nigérian d’huile de palme, prévoit de lever jusqu’à 236,7 milliards de nairas (environ 162 millions de dollars) à travers une augmentation de capital par droits préférentiels de souscription. La société a officiellement déposé une demande auprès de la Bourse du Nigeria (Nigerian Exchange Limited-NGX) pour l’approbation et la

cotation de cette émission, selon un communiqué de l’institution daté du 13 octobre 2025. L’opération portera sur 166,6 millions de nouvelles actions ordinaires d’une valeur nominale de 50 Kobo chacune, proposées au prix unitaire de 1420 nairas. Les actionnaires existants bénéficieront d’un droit préférentiel d’achat à raison d’une nouvelle action pour six actions détenues. Seuls les actionnaires inscrits dans les registres de la société à la date du 13 octobre 2025 seront éligibles pour souscrire. Selon le communiqué, l’opération

est organisée en partenariat avec les sociétés de courtage CardinalStone Securities Limited, Dunbell Securities Limited et Meristem Stockbrokers Limited. Cette levée de fonds permettra à l’entreprise de renforcer sa capacité de production, de soutenir ses investissements dans la transformation agroalimentaire et la durabilité environnementale et de consolider sa position sur le marché nigérian de l’huile de palme, un secteur stratégique pour l’économie nationale. L’entreprise, dont la vision est de devenir le leader du marché

nigérian des graisses et huiles de spécialité, cherche également à accroître sa compétitivité face à la demande croissante en produits dérivés de palme sur le marché régional. Rappelons que le Nigeria est le premier producteur africain d’huile de palme. Cependant, le pays d’Afrique de l’Ouest a encore recours aux importations à hauteur de 25% pour couvrir ses besoins de consommation, évalués à près de 2 millions de tonnes par an. Une tendance que les autorités et les acteurs du secteur veulent inverser.

GHANA

Norfund investit 15 millions \$ pour dynamiser la production d’acier durable

Le secteur minier joue un rôle essentiel dans l’économie ghanéenne. D’après les données du gouvernement, il a représenté en 2022 environ 39% des recettes totales d’exportation, 18,6% des recettes fiscales domestiques directes et 7,6% du PIB du pays. Le fonds norvégien de développement, Norfund, a annoncé le mardi 14 octobre 2025, un investissement de 15 millions de dollars dans B5 Plus Group, l’un des principaux producteurs d’acier du Ghana. Il vise à moderniser une aciérie située à Tema, une zone industrielle située à 30 km au sud d’Accra, la capitale du Ghana, et à construire une centrale solaire de 16 MW à Prampram, ville côtière de la région du Grand Accra. Grâce à cette initiative, le groupe fondé par Mukesh V. Thakwani, et son épouse Tanuja Thakwani, entend réduire les émissions de gaz à effet de serre liées à la sidérurgie en combinant l’utilisation d’acier recyclé et d’énergie renouvelable. Cet investissement « contribue à réduire l’empreinte carbone de la chaîne d’approvisionnement et des processus de production, notamment grâce à une utilisation accrue de la ferraille et à l’intégration des énergies renouvelables », a déclaré Naana Winful Fynn, directrice régionale de Norfund pour l’Afrique de l’Ouest. Cet investissement devrait également renforcer la capacité de production de B5 Plus Group, lui permettant de mieux répondre à la demande croissante en matériaux de construction, notamment en acier et en fer, en Afrique de l’Ouest. Il contribuera ainsi à réduire la dépendance régionale vis-à-vis des importations d’acier, tout en générant des milliers d’emplois au Ghana. Cet investissement intervient dans un contexte où le gouvernement ghanéen cherche à accroître la contribution du secteur minier au développement économique national tout en renforçant son engagement en faveur d’une exploitation plus respectueuse de l’environnement.

AFRIQUE DU SUD

5000 MW de nucléaire pour accroître la production électrique

Face aux nombreux défis qu’elle rencontre dans le secteur énergétique, l’Afrique du Sud cherche activement des solutions pour stabiliser son réseau et sécuriser l’approvisionnement électrique en s’appuyant notamment sur les énergies bas-carbone. L’Afrique du Sud prépare un programme nucléaire d’une capacité totale de 5000 mégawatts (MW) destiné à renforcer la production domestique d’électricité. L’information a été relayée dimanche 12 octobre par la presse citant l’intervention de Kgosisentsho Ramokgopa, le ministre sud-africain de l’Électricité et de l’Énergie, en marge de la conférence mi-

nistérielle du G20 sur l’énergie nucléaire tenue à Durban. Cette initiative s’inscrit dans la stratégie du gouvernement visant à garantir la stabilité du réseau électrique national, soumis depuis plusieurs années à des coupures récurrentes. En 2023, le système a enregistré 332 jours de coupures planifiées, contre environ 205 jours en 2022. Dans le détail, on apprend, d’après le ministre, que le programme sera mis en œuvre en partenariat avec la South African Nuclear Energy Corporation (NECSA), structure publique chargée du développement nucléaire civil.

L’annonce officielle des sites retenus, des fournisseurs technologiques, des coûts de construction et du calendrier opérationnel est attendue après validation par le Cabinet. Ce développement intervient alors que l’Afrique du Sud cherche à diversifier un mix énergétique dominé par le charbon. Selon des données du World Nuclear Association, l’Afrique du Sud a produit 234,9 térawatts-heures (TWh) d’électricité en 2022, avec le charbon qui a fourni 197,4 TWh (84 %), le nucléaire 9,8 TWh (4 %) et les sources renouvelables environ 22–23 TWh (environ 9 à 10 %). Le lancement de ce programme marquera une étape clé dans la politique

énergétique sud-africaine, vingt ans après la dernière extension de la centrale de Koeberg, située près du Cap et entrée en service en 1984. À ce jour, cette installation demeure la seule centrale nucléaire commerciale en activité en Afrique. Forte de son expérience dans la filière nucléaire civile, l’Afrique du Sud affiche, avec ce développement, son intention de se positionner comme un acteur de premier plan dans le développement de l’énergie atomique en Afrique. D’autres pays africains, comme l’Égypte, le Ghana ou encore le Nigéria poursuivent des projets similaires.

DOPÉES PAR L’OPTIMISME SUR LA FED

Les Bourses asiatiques rebondissent

A la Bourse de Tokyo, l’indice vedette Nikkei a clôturé en rebond de 1,76% à 47’672,67 points et l’indice élargi Topix de 1,58% à 3183,64 points.

Les Bourses asiatiques ont nettement rebondi mercredi, dopées par des achats à bon compte et un regain d’espoir sur une baisse des taux de la Réserve fédérale américaine (Fed), qui estompait les nouvelles tensions commerciales sino-américaines et faisait trébucher le dollar. A la Bourse de Tokyo, l’indice vedette Nikkei a clôturé en rebond de 1,76% à 47’672,67 points et l’indice élargi Topix de 1,58% à 3183,64 points. Même engouement sur les autres places asiatiques: la Bourse de Séoul a gagné 2,68%, Sydney 1,03%, Taipei 1,80%. L’indice hongkongais Hang Seng s’ajugeait 1,78% vers 06h45 GMT. Ces marchés avaient piqué du nez de concert mardi, plombés par le retour des tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine, la place tokyoïte étant de surcroît minée par la crise politique nippone. Les Bourses asiatiques ont donc profité mercredi d’achats à bon compte de la part des investisseurs, qui permettent aux cours de se reprendre. Mais surtout, elles bénéficiaient d’un regain d’espoir sur une possible réduction des taux de la banque centrale américaine (Fed), après des propos jugés encourageants de son président Jerome Powell. «Il a signalé des risques de baisse sur le

marché du travail, citant un ralentissement des embauches, une baisse de la croissance de l’emploi non agricole, un ralentissement des créations d’emplois (...) avertissant qu’un retard à agir pourrait entraîner des pertes d’emplois douloreuses», explique Lloyd Chan, de la banque MUFG. «Cela renforce les anticipations de nouvelles baisses de taux, potentiellement deux autres cette année», ajoute-t-il. De quoi revigorer les investisseurs, que l’absence de publications de certains indicateurs clés sur l’économie américaine en raison de la paralysie budgétaire du pays («shutdown») laissait dans l’obscurité. «Le gouvernement américain reste bloqué, sans issue en vue, une paralysie budgétaire en passe d’être la plus longue de l’histoire des États-Unis», mais «compte tenu du graphique à points accommodant de la Fed publié en septembre, une baisse de 25 points de base des taux de la Fed plus tard ce mois-ci semble hautement probable», abondent les experts de Nomura. Les titres des groupes exportateurs japonais étaient particulièrement recherchés en conséquence. Les risques associés au bras de fer douanier entre Pékin et Washington ne sont pas dissipés pour autant, avertit Kathleen Brooks, analyste de XTB.

«Le président Donald Trump est censé rencontrer (son homologue chinois) Xi Jinping dans deux semaines en Corée du Sud, et nous anticipons une montée des tensions avant cette rencontre, les deux parties cherchant à s’imposer. Cela pourrait engendrer une certaine volatilité des actifs jugés à risques», comme les marchés d’actions, rappelle-t-elle. La monnaie japonaise se ressaisissait mercredi, gagnant 0,55% à 151,01 yens pour un dollar vers 06H45 GMT. Le yen avait lourdement trébuché depuis l’implosion vendredi soir de la coalition au pouvoir au Japon. Il reprenait des couleurs face à un billet vert sous pression, une hausse attendue des taux de la Fed étant susceptible d’amoin-drir l’attractivité du dollar. Valeur refuge bénéficiant d’un environnement international miné par les incertitudes, l’or s’est hissé mercredi à un

nouveau sommet en fin d’échanges asiatiques, à 4198,83 dollars l’once. Après avoir franchi la semaine dernière la barre inédite des 4000 dollars, «l’or est porté par de multiples facteurs: demande de valeurs refuges stimulée par les menaces douanières de Trump contre la Chine, fortes anticipations de deux baisses de taux de la Fed cette année, incertitude politique liée au +shutdown+ américain», soulignait dans une note récente Dilin Wu, du courtier Pepperstone. Le marché pétrolier reste assombri par les perspectives d’une offre mondiale d’or noir trop abondante, sur fond de tensions commerciales ravivées entre la Chine et les Etats-Unis. Vers 06h45 GMT, le baril de WTI nord-américain cédait 0,07% à 58,66 dollars, et celui de Brent de la mer du Nord de 0,14% à 62,30 dollars.

BOURSE ZURICH

Vers une nouvelle tentative de rebond

La Bourse suisse prenait mercredi de l’élan en vue d’une nouvelle tentative de rebond. Les craintes liées au regain de tensions commerciales entre Pékin et Washington semblaient s’estomper au profit de la perspective d’un nouvel assouplissement de la politique monétaire au pays de l’Oncle Sam. "Le président de la Réserve fédérale américaine (Fed) a ravivé l’appétit pour le risque en suggérant, à demi-mot, un possible assouplissement de la politique monétaire, alors que les premiers signes d’essoufflement du marché du travail commencent à apparaître", observe John Plassard, associé chez Cité Gestion. Les indices outre-Atlantique ont bouclé la séance de mardi sur une note contrastée. Porté par les résultats des grandes banques, le Dow Jones a gagné 0,44%. Le Nasdaq a forte coloration technologique a perdu 0,76% et le S&P 500 égaré 0,16%. A 08h10, le pré-SMI extrapolé par Julius Bär laissait augurer une ouverture en hausse de 0,67% à 12’518,50 points. Les poids lourds défensifs traînaient la

patte. Nestlé, Novartis et Roche, comme Swisscom, grappillaient 0,3% chacun. Les valeurs du luxe Richemont (+4,8%) et Swatch (+3,3%) se sentaient pousser des ailes, au lendemain des résultats du géant hexagonal du secteur LVMH. Les valeurs technologiques suivaient de près, Comet, VAT Group, Inficon et ams-Osram gagnant toutes 2,4%, quand Logitech prenait 1,4%. Sur le point d’être avalé par Advent, le producteur zurichois de puces U-Blox s’enrobait de 0,6%. La saison des résultats d’entreprises prenait doucement ses marques, avec Sulzer (-1,6%) et Cicor (non référencé). Le conglomérat industriel winterthourois a confirmé sa feuille de route pour l’année en cours, notwithstanding des entrées de commandes toujours en repli après neuf mois. Le producteur saint-gallois de composants électroniques en revanche a vu ses recettes et entrées de commandes grimper en flèche sur la même période, portées par de récentes acquisitions.

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر BANK OF ALGERIA				
COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN				
Cours du : 15 Octobre 2025				
Valeur : 17 Octobre 2025				
BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		130.0065130.0215
1	EUR	EURO		151.2496151.2800
1	GBP	POUND STERLING		173.6430173.7558
100	JPY	JAPANESE YEN		85.983186.0158
1	CNY	CHINESE YUAN		18.245518.2479
1	CHF	SWISS FRANC		162.5691162.6692
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		92.603892.6409
1	DKK	DANISH KRONE		20.259120.2646
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.707513.7103
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.861712.8656
1	AED	UAE DIRHAM		35.393335.4002
1	SAR	SAUDI RIYAL		34.663834.6696
1	KWD	KUWAITI DINAR		423.6119423.7989
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.924444.3658
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.142514.1441
1	LYD	LIBYAN DINAR		23.806823.9287
1	MRU	MAURITANIAN OUGUYA		3.25593.2661
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		176.7636176.7636

La Bourse de Paris bondit de 2,53%, LVMH s’envole et les taux se détendent

La Bourse de Paris s’envole de 2,53% mercredi matin, sur fond de détente des taux obligataires et d’envolée du leader mondial du luxe LVMH, poids lourd du CAC 40, après des ventes légèrement meilleures qu’attendu. L’indice vedette CAC bondissait de 200,19 points, soit une très forte hausse de 2,53% à 8.119,81 points vers 10H00. Sur le marché obligataire, le taux d’intérêt des emprunts d’Etat français a dix ans, qui s’est déjà nettement détendu mardi (3,39% à la clôture),

baissait de nouveau, à 3,37% vers 10H00. Son équivalent allemand était à 2,59% après 2,61% la veille. L’écart entre les deux taux d’intérêt, appelé "spread", était ainsi de 0,78%, ou 78 points de base. Il avait atteint 89 points de base après l’annonce surprise de la démission du Premier ministre Sébastien Lecornu le 6 octobre. A la cote, LVMH affichait une progression de 12,89% à 601,50 euros l’action et faisait profiter ses concurrents du secteur du luxe : Kering gagnait 6,29% à 317,70 euros et Her-

mès 7,45% à 2.177,00 euros. Après plusieurs mois de ralentissement des ventes de LVMH, elles ont atteint 18,3 milliards d’euros au troisième trimestre (-4% sur un an), "0,6% au-dessus du consensus" du marché, commente Adam Cochrane, analyste de Deutsche Bank. "Les ventes à taux de change constants ont toutefois progressé de +1%, mieux que ce à quoi s’attendait le marché (-1%), malgré un effet de change défavorable", précise-t-il. "LVMH a donné un coup de pouce au secteur après avoir annoncé une

croissance organique (qui ne tient pas compte des acquisitions, des cessions ou des effets de change, NDLR) pour la première fois cette année", commente Neil Wilson, de Saxo Markets. Ailleurs à la cote parisienne, le secteur des télécommunications était lui aussi sous le feu des projecteurs après que les trois opérateurs français Bouygues Telecom, Orange et Free ont annoncé avoir déposé une offre commune de rachat de leur concurrent SFR pour 17 milliards d’euros, première offre officielle de-

puis la restructuration de la dette colossale de sa maison mère Altice France. L’offre pourrait aboutir à une reconfiguration totale du marché français des télécoms. Bouygues voyait son action s’envoler de 8,91% à 42,17 euros et Orange de 3,32% à 14,02 euros. La hausse des actifs français est aussi permise "grâce à l’espoir d’un compromis budgétaire", commente Jim Reid, économiste de Deutsche Bank.

ECONOMIE MONDIALE

Le FMI revoit légèrement ses prévisions de croissance à la hausse pour 2025

Le Fonds monétaire international (FMI) a relevé ses prévisions de croissance mondiale, au vu de l'amélioration observée au cours du premier semestre de l'année 2025 et ce, malgré la persistance des incertitudes sur les marchés et la montée des mesures protectionnistes.

Dans son rapport sur les "Perspectives de l'économie mondiale", publié mardi à l'occasion de la tenue des assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale, l'institution de Breton Woods a révisé à la hausse ses prévisions de croissance par rapport à celles d'avril dernier et prévoit désormais un taux de 3,2 % en 2025 et de 3,1 % en 2026. Toutefois, ces prévisions traduisent un ralentissement du rythme de croissance par rapport à l'année précédente, où le taux avait atteint 3,3 %.

Le rapport indique que le taux de croissance attendu devrait s'établir autour de 1,5 % dans les économies avancées, et juste au-dessus de 4 % dans les pays émergents et en développement.

Selon le FMI, cette révision à la hausse s'explique par des facteurs temporaires ayant soutenu l'activité économique au premier semestre 2025, notamment l'accélération du commerce mondial avant l'entrée en vigueur de nouvelles modifications des politiques commerciales.

Par ailleurs, le Fonds prévoit une baisse de l'inflation mondiale globale, bien que des disparités persistent d'un pays à l'autre. Dans ce rapport, l'institution a mis en



garde contre des risques toujours élevés, en particulier ceux liés à la montée du protectionnisme, la vulnérabilité des finances publiques, la hausse du coût de l'endettement et les risques accrus liés au refinancement de la dette souveraine. Le FMI appelle en outre à rétablir la croissance en prenant des mesures crédibles, transparentes et viables, à reconstituer les marges de manoeuvre budgétaires, à préserver l'indépendance des banques cen-

trales, et à poursuivre les réformes structurelles nécessaires pour garantir la durabilité de la croissance.

Le Fonds a également publié ce mardi son rapport sur la stabilité financière mondiale, dans lequel il met en garde contre les pressions sur les marchés des obligations souveraines, l'expansion du rôle des institutions financières non bancaires, ainsi que la surévaluation de certains actifs

CHINE

Les prix baissent encore et plus fortement que prévu

L'indice des prix à la consommation (CPI), mesure clé de l'inflation, a encore reculé, de 0,3% sur un an en septembre - China Radio International. La déflation, certes appréciée des consommateurs, est considérée comme un phénomène dangereux pour l'économie car elle incite les ménages à reporter leurs achats dans l'espoir de prix encore plus bas.

Les prix à la consommation en Chine ont encore baissé en septembre, plus qu'attendu, selon des chiffres officiels publiés mercredi, une pression déflationniste synonyme de nouvelles difficultés économiques, sur fond de faibles dépenses des ménages. La deuxième économie mondiale af-

fronte plusieurs défis, avec des jeunes qui peinent à trouver un emploi et une consommation intérieure faible depuis la pandémie de Covid-19, en raison notamment d'une crise prolongée du secteur immobilier. Dans ce contexte, le Fonds monétaire international (FMI) a appelé mardi la Chine à un "rééquilibrage" vers la consommation par le biais de mesures budgétaires, à l'heure où son économie s'essouffle et doit affronter cette menace déflationniste. Car l'indice des prix à la consommation (CPI), mesure clé de l'inflation, a encore reculé, de 0,3% sur un an en septembre, soit plus fortement que prévu par des économistes interrogés par Bloomberg (-0,2%), a indiqué

mercredi le Bureau national des statistiques (BNS). Cette baisse est toutefois moins prononcée que celle enregistrée en août (-0,4%). Léger signe encourageant: en glissement mensuel, d'août à septembre, les prix ont légèrement augmenté (+0,1%). Ceci constitue une "lueur d'espoir" mais "cette stabilisation n'en reste pas moins fragile et erratique, particulièrement dans un contexte où le marché immobilier ne s'est pas encore redressé et où le marché du travail demeure faible", indique à l'AFP Tianzeng Xu, analyste chez Economist Intelligence Unit.

Face à Trump

La déflation, certes appréciée des consommateurs, est considérée comme un phénomène dangereux pour l'économie car elle incite les ménages à reporter leurs achats dans l'espoir de prix encore plus bas. Une longue crise dans le secteur de l'immobilier et les difficultés pour les jeunes de trouver un emploi pèsent depuis plusieurs années sur le moral des consommateurs. La situation économique s'est aggravée pour la Chine avec la bataille commerciale engagée par le président américain Donald Trump depuis son retour à la Maison Blanche en janvier.

FRANCE

Le FMI revoit en légère hausse la croissance du pays (+0,7%)

L'institution de Washington table sur une croissance française de 0,7% en 2025, soit 0,1 point de plus que la dernière estimation. L'incertitude politique, persistante en France depuis la dissolution de l'Assemblée nationale en juin 2024, a un impact sur les dépenses des ménages et entreprises et "contribue à dégrader la croissance", déjà faible, a alerté ce mardi le chef économiste du FMI, Pierre-Olivier Gourinchas.

"L'incertitude politique, la difficulté à mettre en place un budget et à tracer une trajectoire budgétaire, tout cela a un impact sur les décisions d'investissement et la confiance des ménages. Les ménages français et les entreprises sont dans une position très attentiste, ce qui contribue à dégrader la croissance", a pointé Pierre-Olivier Gourinchas, lors d'un entretien accordé à l'AFP.

Le Fonds monétaire international (FMI) a publié ce mardi ses prévisions de croissance qui restent très sombres pour la France, avec tout juste 0,7% (+0,1%) attendu cette année, avant une très légère amélioration à 0,9% en 2026 (+0,1 point), ce qui reste en-deçà de la moyenne de la zone euro où la croissance est attendue à 1,2%, soit 0,2 point de plus que dans les précédentes prévisions de l'institution de Washington publiées en juillet, et à 1,1% l'année prochaine, en baisse cette fois de 0,1 point.

Économie la plus dynamique parmi les principaux pays avancés, l'Espagne devrait même voir sa croissance bondir à 2,9% cette année (+0,4 point par rapport à juillet), avant d'avancer de 2% en 2026 (+0,2 point). La quatrième économie de la zone euro profite de la bonne santé de la consommation des ménages et de l'investissement malgré le climat d'incertitude provoqué par la hausse des droits de douane des États-Unis vers qui elle exporte assez peu.

AUTOMOBILE

Stellantis veut investir 13 milliards de dollars aux États-Unis d'ici 2029

La maison mère de Jeep, Peugeot et Fiat compte lancer cinq nouveaux véhicules et créer plus de 5000 emplois dans des usines de l'Illinois, de l'Ohio, du Michigan et de l'Indiana. Le constructeur automobile Stellantis (Jeep, Chrysler, Citroën, Alfa Romeo, Peugeot, etc) a annoncé mardi avoir l'intention d'investir 13 milliards de dollars dans les quatre prochaines années aux États-Unis, ce qui devrait lui permettre d'augmenter de 50% sa production par rapport au niveau actuel. Selon un communiqué, il compte

notamment lancer cinq nouveaux véhicules et entreprendre «dix-neuf actions» au niveau de ses produits d'ici 2029, et créer ainsi plus de 5000 emplois dans des usines de l'Illinois, de l'Ohio, du Michigan et de l'Indiana. Le groupe précise qu'il s'agit de son plus gros investissement unique en 100 ans d'histoire. Né de la fusion entre Peugeot-Citroën et Fiat Chrysler en 2021, le groupe prévoit, entre autres, de relancer l'usine de Belvidere (Illinois) qui avait été un gros point de frictions lors des tractations sur l'ac-

cord social chez les trois grands constructeurs automobiles - également Ford et General Motors - en 2023. Une entente avait été trouvée entre directions et syndicats, puis validée par les adhérents, après une «grève historique» de plus de six semaines. «Accélérer la croissance aux États-Unis a été ma principale priorité depuis mon premier jour. Le succès aux États-Unis n'est pas simplement positif pour Stellantis aux États-Unis - il nous rend plus forts partout», a commenté dans le communiqué Antonio

Filosa, qui a pris les rênes du groupe en juin, six mois après l'éviction de Carlos Tavares.

L'enveloppe de 13 milliards de dollars inclut des dépenses de recherche et développement, des coûts d'approvisionnement ainsi que des financements destinés aux outils de production.

Dans les échanges électroniques après la fermeture de la Bourse de New York, l'action Stellantis bondissait de 5,48%, après avoir terminé la séance en recul de 2,56%.

ACCUSÉ PAR L'UE DE FAVORISER SES PROPRES SERVICES

Google pourrait bientôt modifier ses résultats de recherche

En situation de monopole, Google est dans le viseur de l'Union Européenne. Afin d'éviter une amende colossale, la firme cherche activement des solutions.



Ce n'est pas la première fois que Google est accusé de contrevenir au Digital Markets Act (DMA), ce règlement chargé de mettre fin aux pratiques déloyales des géants du numérique. Déjà pointée du doigt l'année dernière, la firme avait montré patte blanche en modifiant son moteur de recherche. Mais il faut croire que cela n'a pas suffi.

Le bras de fer se poursuit entre Google et l'UE

En mars dernier, la Commission européenne a fait paraître une décision limi-

naire accusant Google d'avoir, une fois de plus, violé les lois antitrust de l'Union. Le texte expliquait notamment que le géant de la Tech favorisait les services Flights, Hotels et Shopping dans les résultats de son moteur de recherche, et ce, au détriment de la concurrence. Google avait, à l'époque, répliqué en disant que les règles en vigueur faisaient beaucoup de tort aux entreprises européennes.

Afin d'éviter une sanction historique s'élevant à 35 milliards de dollars, soit 10 % de son dernier chiffre d'affaires annuel mondial, Google a, en juillet dernier, proposé un accord à l'UE, en envisageant une

modification de l'affichage des résultats de recherche de Google et l'ajout de liens gratuits vers des services tiers. Le mois dernier, le géant de la Tech avait tout de même fait à nouveau part de son mécontentement, à l'instar d'Apple.

Le géant de la Tech fait un nouvel effort pour éviter l'amende

Conscient d'avoir une épée de Damoclès au-dessus de la tête, Google a décidé de redoubler d'effort pour éviter la lourde sanction prévue par l'Union européenne. Comme le rapporte Reuters, la firme a « modifié sa proposition de juillet suite aux commentaires et aux critiques des moteurs de recherche verticaux ».

Google envisage notamment de fournir à chaque service de comparaison tiers son propre encadré affichant des informations dans le même format que les services Google.

Le choix des services à afficher sera fait en se basant sur des critères « objectifs et non-discriminatoires » et il n'y aura aucun partage de données entre concurrents. De plus, les fournisseurs apparaîtront au-dessus ou en dessous des encadrés dédiés aux comparateurs, en fonction de leur pertinence.

Cela suffira-t-il à apaiser l'Union européenne ? L'avenir nous le dira.

Elon Musk reçoit des mains de Jensen Huang cette nouveauté NVIDIA tant attendue

C'est la crème de la crème de la tech mondiale. Jensen Huang, patron de NVIDIA, a remis le nouveau fleuron de son entreprise à Elon Musk en main propre. Une mise en scène digne de Hollywood. Lors de sa grande conférence annuelle en mars, le roi des processeurs présentait le GTX Spark, un produit de « la taille d'une feuille de papier origami et l'épaisseur d'un livre relié », qui « agit comme un moteur de fusée pour l'IA ». Il est disponible à la vente depuis ce 15 octobre, et quoi de mieux comme coup de com' que de l'offrir à l'homme le plus riche du monde ?

Le plus petit superordinateur et la plus grande fusée

Dans un billet de blog, NVIDIA explique que son P.-D.G s'est rendu à Starbase, le complexe industriel de SpaceX devenue une municipalité dans le Texas, afin d'échanger avec Elon Musk et de lui livrer un DGX Spark. Et le moment était parfaitement choisi : en plus de précéder la commercialisation du superordinateur, leur rencontre s'est produite juste avant le 11e vol test de la mégafusée Starship. « Imaginez livrer le plus petit superordinateur à côté de la plus grande fusée », a plaisanté Jensen Huang. L'événement a été parfaitement scénarisé par l'entreprise la plus valorisée au monde : « Huang est arrivé en passant devant des rangées d'ingénieurs qui lui faisaient signe et lui souriaient. Quelques instants plus tard, Musk est apparu dans la cafétéria, saluant le personnel et distribuant des beignets et des chips aux enfants avant de prendre une part de pizza », conte-t-elle dans un billet de blog.

Il faut dire que l'association des deux hommes, figures prédominantes dans le paysage de la tech, est particulièrement lucrative : Elon Musk souhaite équiper ses supercalculateurs Colossus avec 1 million de GPU NVIDIA.

Mais c'est quoi DGX Spark, au juste ?

Le géant des puces promet que son ordinateur d'1,2 kilogramme est aussi puissant qu'une baie de serveurs. Et pour cause, il embarque un superprocesseur Grace Blackwell, capable d'atteindre 1 pétaflop de puissance IA. C'est tout bonnement colossal et suffisant pour faire tourner en local des modèles géants allant jusqu'à 200 milliards de paramètres. Livré avec tout l'écosystème logiciel NVIDIA prêt à l'emploi, il peut servir à développer des agents IA, entraîner des modèles pour la vision et la robotique, ou encore créer des IA génératives sans passer par des serveurs. Plusieurs versions sont ainsi proposées par des fabricants comme Dell, HP, Lenovo, ASUS ou MSI, pour une somme allant, tout de même, autour des 3 000 à 4 300 dollars.

YouTube se prépare à un changement

Après des années de bons et loyaux services, l'interface de YouTube s'offre un lifting bien mérité. La plateforme promet une expérience plus immersive et des conversations (enfin) lisibles, grâce à une refonte visuelle déployée sur tous les écrans. Le géant du streaming n'avait pas dépoussiéré son apparence de manière aussi visible depuis longtemps. YouTube a officialisé le déploiement d'une nouvelle interface utilisateur, avec pour ambition de rendre la navigation plus fluide et de mieux mettre en valeur les vidéos.

Cette mise à jour concerne aussi bien le site web que les applications mobiles et télévisées. Attendu de longue date, le système de commentaires s'inspire de ce qui se fait de mieux ailleurs pour structurer les échanges.

Une interface qui fait de la place

L'heure est à l'épure. Le lecteur vidéo se débarrasse du superflu avec des icônes et des boutons de contrôle rendus partiellement transparents. L'idée est de laisser toute la place à l'image, en évitant que les commandes ne viennent perturber le visionnage. Sur grand écran, les

informations sont réorganisées pour alléger l'ensemble. La navigation dans une vidéo par double-tape a aussi été modernisée pour être moins intrusive. De plus, pour rendre l'expérience plus vivante, le bouton « J'aime » s'anime désormais différemment selon le thème de la vidéo. Un petit gadget amusant qui vise à renforcer l'engagement en apportant une touche de fantaisie contextuelle.

Les commentaires entrent dans le rang

C'est sans doute le changement le plus attendu par la communauté : les commentaires sont

maintenant organisés en fils de discussion. Fini, le long défilement fastidieux pour suivre une conversation. Les réponses sont désormais imbriquées les unes sous les autres, créant une hiérarchie claire qui facilite grandement la lecture. Cette nouveauté, ainsi que d'autres ajustements visuels, avait déjà été aperçue chez certains utilisateurs ces derniers mois, signe que la plateforme a pris le temps de peaufiner sa copie. Le déploiement, désormais global, met fin à une longue attente pour une fonctionnalité devenue standard sur la plupart des réseaux sociaux.

Ce tragique accident de la route qui choque la Chine est un nouveau coup dur pour Xiaomi



Le premier véhicule électrique jamais produit par Xiaomi, le SU7, est au centre d'un nouvel acci-

dent mortel en Chine. De quoi faire mal à l'image de la marque. En moins de deux ans, Xiaomi, qui a

explosé grâce à ses smartphones, a réussi à s'imposer aussi comme un constructeur de véhicules électriques, grâce notamment à son tout premier modèle : le SU7. Un véhicule qui a connu dès le départ un joli succès en Chine, où pourtant on compte déjà un certain nombre de géants dans le secteur. Malheureusement, ce modèle est au cœur de la polémique depuis quelques jours du côté de l'empire du Milieu.

Un nouvel accident mortel pour le SU7 de Xiaomi

Les images font mal. Dans la nuit du 12 au 13 octobre, un véhicule SU7 de Xiaomi a été pris dans un accident mortel dans la ville chinoise de Chengdu. L'incident qui l'a ravagé a entraîné la

mort de son conducteur, et a été enregistré dans une vidéo qui a depuis faire le tour du net. Selon les autorités, l'homme de 31 ans roulait ivre au volant de son SU7 Ultra (la version la plus puissante de la gamme) et avait roulé en fort excès de vitesse (allant de 100 à 150 km/h). Après une conduite erratique, ce dernier a percuté un autre véhicule, puis foncé sur la voie opposée, et a fini par prendre feu.

Les poignées de porte électriques ne seraient cette fois pas remises en cause

À ce stade, rien qui ne puisse vraiment incriminer Xiaomi. Sauf que la vidéo virale prise à la suite de cet accident montre des passants essayant de sortir le conducteur, en

vain. Les portes restent bloquées, et le propriétaire décède durant l'incendie. Or, dans le précédent incident mettant en cause un SU7 en Chine, au mois de mars dernier, le système de poignées électriques avaient déjà été mis en cause. Mais cette fois, les photos de la carcasse montrent que les portes ont été profondément déformées sous l'impact du crash, ce qui aurait tendance à exonérer les poignées électriques dans l'impossibilité de sortir le conducteur de l'habitacle. Pour autant, le marché a très mal réagi à cet accident, Xiaomi ayant vu son action reculer de près de 10% après l'annonce de cet accident, le cours touchant alors son plus bas sur les cinq derniers mois.

À CAUSE DE TRUMP

Michelin baisse ses prévisions... et plonge à la Bourse de Paris

Le manufacturier de pneumatiques français a sérieusement chuté à la Bourse de Paris ce mardi. Une dégringolade qui fait suite à l'annonce de la part du groupe de Clermont-Ferrand d'une baisse de son résultat opérationnel. Une prévision à la baisse, à cause principalement de la détérioration rapide de son activité en Amérique du Nord.

Le manufacturier Michelin a connu des jours meilleurs. La concurrence chinoise à bas prix, à laquelle l'Europe souhaite mettre un terme, les ventes de véhicules neufs en berne sur le Vieux Continent et les nouvelles dispositions douanières de la Maison Blanche, ont ces derniers mois mis un sérieux coup de canif dans les ambitions de la marque de Clermont-Ferrand avec notamment la fermeture de plusieurs usines, dont deux en France en 2026, à Cholet (Maine-et-Loire) et à Vannes (Morbihan), avec un accord d'accompagnement prévu pour les 1 254 salariés mis sur le carreau.

Michelin : détérioration accrue aux Etats-Unis

Résultat immédiat, le cours de l'action Michelin a plongé de mardi à la Bourse de Paris après que le fabricant de pneumatiques français eut annoncé revoir à la baisse ses prévisions pour 2025, en raison d'une détérioration accrue de ses activités en Amérique du Nord, affectées notamment, on l'a dit, par les nouveaux droits de douane avec depuis ce mois d'avril les importations aux Etats-Unis de voitures et de pièces détachées



portant une taxe supplémentaire de 25%. Le titre Michelin cédait ainsi 8,4%, à 26,3€, à 11h00 à la Bourse parisienne, une chute qui aura même dépassé hier 10% au cours de la matinée. Michelin, qui publiera dans sept jours ses chiffres de ventes obtenus au cours du 3e trimestre 2025, avait avant cette chute déclaré dans un communiqué faire un "ajustement en raison d'une détérioration supplémentaire de l'environnement économique par rapport aux prévisions établies en juillet."

Michelin : chute aussi chez les poids lourds

Dans ce même communiqué publié ce lundi soir, Michelin dit désormais prévoir un résultat opérationnel à taux de changes constant entre 2,6 et 3 milliards d'euros pour 2025, contre 3,4 milliards d'euros espéré précédemment, précisant ; ""La compétitivité du groupe a été dégradée par l'évolution des droits de douane (...) L'activité en Amérique du Nord s'est détériorée plus fortement que prévu". Ainsi, "le volume des ventes au

troisième trimestre a diminué de près de 10%, avec une chute de la demande en première monte poids lourd et agricole, un marché du remplacement poids lourd en difficulté reflétant une économie morose, et des vents contraires affectant les ventes" aux particuliers.

Michelin : la chute du dollar n'arrange rien

En outre, poursuit le pneumaticien, "le dollar américain s'est affaibli plus que prévu, sans perspective claire de redressement", ce qui a pesé sur le flux de trésorerie disponible qui "devrait se situer entre 1,5 et 1,8 milliard d'euros", contre 1,7 milliard précédemment, selon le fabricant. Un coup très dur pour Michelin qui réalise environ un tiers de son chiffre d'affaires aux Etats-Unis. Dans le reste du monde, Michelin souligne avoir cependant enregistré "une croissance globale de son volume au 3e trimestre par rapport à l'année précédente". Ce qui "démontre" sa "capacité à générer de la croissance et de la valeur dans les différents segments de marché, dans un contexte économique chaotique et malgré les incertitudes à court terme qui pèsent sur les demandes des clients".

DISPONIBLE SUR UN DES CONCURRENTS DE GOOGLE MAPS

Cette fonctionnalité fait la différence sur la fluidité du trafic

Peu connue en dehors d'Inde, l'application Mappls se distingue pourtant par ses services de navigation dans le pays, mais aujourd'hui, elle annonce une innovation intéressante en matière de navigation. Pour la première fois un service GPS intègre l'affichage en temps réel de la couleur et du décompte des feux tricolores.

Si la fonction paraît anecdotique, elle est en réalité un pas supplémentaire dans l'aide à la conduite et surtout la gestion des intersections.

Une fonction qui pourrait très vite trouver sa place sur d'autres applications, comme Google Maps ou Waze.

Dans le secteur des applications de navigation, Google Maps domine largement avec une part de marché de 67% au niveau mondial, mais la compétition pourrait s'intensifier avec des rivaux innovants et tournés vers les besoins locaux.

Ainsi, Mappls, une app développée par la société MapmyIndia née en 1995, s'impose comme la principale alternative indienne. Avec une base installée de plus de 35 millions de téléchargements, elle entend répondre au contexte spécifique du pays avec des outils adaptés et un accent mis sur la protection des données utilisateur.



Google Maps n'a pas cette fonction et pourtant elle pourrait largement contribuer à fluidifier le trafic

Outre ses fonctions de navigation classique, elle propose également des avertissements en temps réel pour les nids-de-poule, des d'âne et virages dangereux, une estimation précise des péages et coûts de trajet via des données de la National Highways Authority of India, ainsi qu'une vision en 3D des intersections complexes, très utiles dans les métropoles comme Delhi ou Mumbai. Mais la fonctionnalité la plus remarquable introduite récemment par Mappls est celle des « Live



Traffic Signal Timers », autrement dit le décompte en temps réel des feux de circulation. En partenariat avec la police de la circulation de Bengaluru et les autorités locales, Mappls affiche en effet sur le smartphone des conducteurs non seulement la position des feux tricolores, mais aussi la couleur en cours ainsi que le temps restant avant le changement. Une innovation qui repose sur des feux pilotés par intelligence artificielle (Vehicle Actuated Control), capables d'adapter en temps réel leur cycle en fonction du trafic.



Anticiper, le maître mot de la navigation

Si l'ajout de cette fonctionnalité semble minime, en réalité elle peut s'avérer très utile pour fluidifier davantage le trafic. Grâce à ce système, déjà déployé sur 169 carrefours, les conducteurs peuvent en effet anticiper plus efficacement les arrêts et démarrages, réduire leurs temps d'attente, et surtout modifier leur vitesse pour éviter les arrêts inutiles. Ainsi, si un conducteur sait qu'à deux cents ou trois cents mètres devant lui le feu est rouge et qu'il ne reste que 20 s dans cette couleur, il peut réduire son allure pour

être certain de passer au vert et s'éviter un arrêt inutile. Outre le confort et la diminution du stress, cette technologie pourrait surtout avoir un impact direct sur la fluidité des rues et la réduction de la pollution liée aux accélérations et arrêts fréquents.

Mappls, un concurrent indien uniquement

Pour le moment cette technologie reste locale malheureusement mais la société derrière Mappls n'exclue pas une collaboration avec les grandes villes du monde, voir les systèmes de navigation concurrents. Par curiosité nous avons installé l'application sur notre smartphone.

Si la cartographie est bien à jour, même en île de France, elle ne reconnaît pas les adresses locales, donc pour le moment en France elle ne viendra pas rivaliser avec Google Maps, Waze ou TomTom.

De son côté Google prépare l'arrivée de son assistant AI Gemini d'ici la fin d'année pour intégrer des réponses à des requêtes pertinentes sur l'itinéraire comme la disponibilité d'un parking ou l'ouverture d'un restaurant. Mais elles sont davantage tournées sur l'interaction conversationnelle que sur les données du trafic.

Loyale- ment	↙	Épluche	↙	Frois- serons	↙	Choisis	↙	Fils de Noé	↙	Maison du peuple	↙	de cordage Conductrice de solipèdes	↙
Fin du monde		Fils d'Agamemnon		Prénom féminin		Suite de feuil- letons		Traverse Berne					
	↘		↓		↓				↓	Accablantes	→		↓
Perturbation atmosphé- rique	→					Spectateurs Ce genre regroupe les insectes lépidoptères	↘				↓		
Trôner										S'adresse à Dieu	→		
	↘												
Elle transmet la maladie du sommeil Chanson populaire	→							Mécréantes	→				
	↘									Train francilien	→		
			Teinture du rouge au cuivré	→						Gros maillets			Membrane de l'oeil
			Trinitrines										
Adora	→			↓				Couper le chef		Devant l'avocat	→	Commune normande	→
Cérium										Marche		Gnôle	
	↘												
		Surface agricole		Prénom anglais		Elargi	→		↓				Colle
Il est calme en Corée	→		↓		↓			Action de comprimer	→				↓
Esplanade								Suc de raisin cuit					
	↘								↓				
								Arbre à rameaux flexibles	→				
								Île indoné- sienne					
Gaz rare	→					Prévi- sible	→		↓				
Astate						Empêtrées							Coûteux
	↘												↓
		Pascal		Escrimeur	→							Station de sports d'hiver (2000)	
Dorénavant Mohamed Ali		Pieu	→	↓						Loi contre le tabagisme et l'alcoolisme	→		↓
	↘	Lépro- serie											
			↓			Établis- sement technique		Mer au large de la Bretagne		Sacrifi- catoires		Située chez le notaire	→
Nouveau disque			Maison religieuse	→					↓			Futur officier	→
	↘											Rôtissoire	
			Purifiée	→									
			Publie							Museau des suidés		Article	→
												Démodées	
Radio locale de l'île de la Réunion	→		↓			Eructation	→			Fine fleur de froment	→		↓
Demi													
	↘												
						D'un gris foncé	→			Thymus de l'agneau Petite sainte	→		Dénudés
													↓
Abjurés	→												
Tanière								Couteau	→				Sélénium
	↘							Seaborgium	↓				↓
						L'Estonie	→					Roulés	→
Crochets de boucher	→							Taure	→				

Le dollar recule face aux principales monnaies

Le dollar se dépréciait mercredi face aux principales monnaies, le président de la Réserve fédérale (Fed) Jerome Powell ayant renforcé les attentes d'une baisse de taux américains. M. Powell a fait part mardi de sa préoccupation face à l'atonie du marché du travail aux Etats-Unis, à deux semaines de la prochaine réunion de la Fed, où les investisseurs s'attendent à une nouvelle baisse de taux. Des analystes estiment que ce discours a cimenté leur optimisme, affectant le dollar, également affaibli par les nouvelles tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Jeudi 16 octobre 2025 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



ÉLABORATION DES LISTES DU PROGRAMME DE LOGEMENTS À ATTRIBUER

Réunion de coordination entre les ministères de l'Intérieur et de l'Habitat

Les ministères de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, et de l'Habitat, de l'Urbanisme, de la Ville et de l'Aménagement du territoire ont tenu une réunion de coordination avec les walis, par visioconférence, consacrée à l'établissement des listes du programme des logements à distribuer au profit des citoyens à l'occasion du 71e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Guerre de libération nationale, a indiqué mercredi un communiqué du ministère de l'Intérieur. Cette réunion, tenue mardi au siège du ministère de l'Intérieur, a été supervisée par le Secrétaire général du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Mahmoud Djamaa et le Secrétaire général du ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme, de la Ville et de l'Aménagement du territoire, Said Attia, précise-t-on de même source. Lors de cette rencontre, l'accent a été mis sur "la nécessité d'assurer toutes les conditions nécessaires au niveau des sites concernés par la livraison des logements aux citoyens et citoyennes", conclut le communiqué.

BLANCHIMENT D'ARGENT

Saisie de plus de 14 mds de centimes à Alger

Les services de sûreté de la wilaya d'Alger ont procédé au démantèlement d'un réseau criminel organisé spécialisé dans le blanchiment d'argent, composé de 4 individus, et à la saisie de plus de 14 mds de centimes, indique mercredi un communiqué des mêmes services. "Les services de la première circonscription de la police judiciaire relevant de la sûreté de la wilaya d'Alger ont démantelé un réseau criminel organisé, composé de quatre (4) individus, impliqués dans des affaires de blanchiment d'argent et de fraude fiscale", précise le communiqué. Conduite sous la supervision du parquet territorialement compétent, cette opération intervient suite à l'exploitation d'informations faisant état d'un réseau criminel spécialisé dans le blanchiment d'argent et la fraude fiscale. Les investigations menées par les services concernés ont permis d'identifier les membres du réseau et de procéder à leur arrestation, selon la même source. L'opération a



également permis la saisie de 14,275 mds de centimes ainsi que deux véhicules utilisés pour le transport de ces fonds. "Les mis en cause ont été déferés

devant le procureur de la République près le tribunal de Sidi M'hamed, conformément au dossier de procédure pénale", conclut la même source.

Chronique Eco d'Anouar El Andaloussi

La reconstruction de Gaza, un Business à 70 Mds de \$ pour les Signataires de l'Accord

Nous avons consacré une chronique à Gaza juste après le 7 octobre 2023, pour rendre hommage à ce peuple héroïque et courageux. Dans cette chronique nous avons mis en relief le génie des Ghazaouis dans le domaine économique par l'organisation d'une économie sur un territoire minuscule, sans ressources naturelles et totalement fermé sur l'extérieur, sauf à considérer les quelques tunnels d'approvisionnement reliant le désert égyptien du Sinäi. Dans ce bout de terre, les Ghazaouis développaient des industries mécaniques, électriques, métallurgiques et chimiques pour fabriquer des équipements domestiques, agricoles et même militaires (rénovation des armes, productions de munitions, etc.) et même des tunneliers. Cette industrie a permis aux combattants palestiniens de tenir tête à la 5ème armée du monde. Nous revenons aujourd'hui sur Gaza, toujours pour rendre hommage à ce peuple à l'occasion de l'arrêt de la guerre dans le cadre d'un accord imposé par Trump à toutes les parties en guerre et aux autres, dont sa nature solennelle a fait l'objet d'un grand cérémonial et d'un show à Charm el Cheikh (Egypte). Nous ne discutons pas ici du contenu de l'accord et des bénéfices ou pertes pour les parties qui lui sont reliés. Trump qui a lancé l'idée de faire de Gaza la Riviera du Moyen-Orient, il y a plus d'une année, a tenu sa promesse. Au-delà de l'Accord qui met fin à la guerre génocidaire sur la population de Gaza par des massacres quotidiens des

populations et des destructions des infrastructures et des bâtiments d'habitations, pour Trump, il s'agit d'un projet immobilier. Il ne peut pas voir autre chose, lui le promoteur immobilier, que ce type de projection. Et il a réuni à Charm el Cheikh toutes les parties prenantes d'un tel projet. Les bailleurs de fonds et les bâtisseurs. Tant mieux si les palestiniens de Gaza trouveront un toit et des commodités pour une vie décente dans un an ou deux. A la Knesset (dans la matinée du 12 octobre), Trump fait son premier show et fait l'éloge de Netanyahu en le félicitant pour le travail réalisé, un triomphe dit-il. Et lui déclare sans gêne que les pays arabes sont là pour payer la reconstruction. A Charm el Cheikh (dans l'après-midi), Trump refait son Show devant d'autres invités (plutôt convoqués) venant d'ailleurs (plus de 20 pays représentés au plus haut niveau) jouant des rôles de figurants de la scène, mais un seul acteur-vedette (Trump). Les deux belligérants, Hamas et Israël étaient absents. Alors qui a signé pour qui ? Par délégation ou par procuration ? Trump déclare sans gêne, encore une fois, que les représentants des Etats présents sont les plus riches et les plus puissants de la planète. Message codé mais très clair, ils sont appelés à mettre la main sur le chéquier. Les monarchies pétrodollars sont au complet : Arabie Saoudite, Qatar, Emirats, Oman, Bahreïn, et même l'Irakien a été interpellé parce qu'il a beaucoup de pétrole et ne sait pas quoi en faire (dixit Trump). Les signataires de l'Accord sur Gaza sont

alignés au premier rang : USA, Egypte, Qatar et Turquie. Les monarchies du Golf derrière à droite et les Européens au second rang (GB, France, Italie, Allemagne, Espagne...) et le Canada, les autres à la périphérie. Cette configuration n'est pas neutre. Chaque positionnement correspond à un rôle qui sera joué dans la reconstruction de Gaza. A Charm el Cheikh, Trump a joué pleinement son rôle de Project Manager et s'est engagé à ne pas mettre un sou dans la cagnotte de la reconstruction. Dans le monde du capitalisme moderne, le bon manager c'est celui qui travaille avec l'argent des autres, pas celui qui met de l'argent de sa poche. Les bailleurs de fonds sont les plus courtisés (on estime à 70 Mds de \$, la première tranche des travaux de reconstruction : infrastructures de base, réseaux d'assainissement, réseaux des utilités, et Bâtiments d'habitation et de services...). Trois groupes de bénéficiaires de la manne : les américains pour la supervision directe de Trump (chef de projet) ; les Européens + Canada+ Japon pour la fourniture du matériels et des équipements de toutes natures, les autres, en particulier l'Egypte et la Turquie pour les travaux de reconstruction et les matériaux de construction. Ces deux derniers pays n'ont jamais été très sincères dans leur soutien à Gaza. L'Egypte n'a jamais manifesté une sympathie ou un soutien au mouvement Hamas, au contraire, elle voulait son éradication de la Bande de Gaza. Mais l'Egypte est incontournable dans le traitement du dossier de Gaza en raison des liens historiques et géo-

graphiques avec la bande de Gaza (seul pays Frontalier). La Turquie a toujours été du côté d'Israël si l'on en juge par le volume des échanges, entre les deux pays, des marchandises de toute nature y compris militaires. Lorsque les premiers signes d'un accord sur la fin de la guerre commençaient à se pointer à l'horizon, la Turquie a cherché un rapprochement en offrant ses services dans la médiation. Le Magot de la reconstruction est très gros pour le laisser partir sans en tirer une potion. Trump n'a pas déçu son fidèle ami Erdogan (dixit Trump) et non seulement il l'a invité mais il en a fait un signataire de l'Accord. Une récompense pour son alignement sur la position occidentale sur l'Iran. Il vient de geler les avoirs iraniens dans les banques turques. Au final, l'Egypte et la Turquie sont les plus grands bénéficiaires de cet Accord au plan financier ; les deux pays disposent de grandes capacités de réalisation et de matériaux de construction. Les deux pays ont des entreprises très performantes dans le domaine du BTPH et aussi de grands producteurs de ciments (les plus importants de la méditerranée). Les Etats c'est aussi avoir des entreprises et des banques puissantes, capables de se positionner dans les arènes internationales et tirer profit des crises, aussi. Plus de trente ans d'investissements massifs dans le BTPH (marchés publics), aucune entreprise nationale de taille mondiale n'a émergé. Où est l'erreur ? Ou alors se consoler de l'exportation du rond à béton, subventionné, par Tosyali.